

# LE DEVOIR

VOL. XC - N° 99

MONTRÉAL, LE JEUDI 6 MAI 1999

87c + TAXES

1\$ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Il vaut mieux vivre à Montréal

Il y a de quoi saliver. Avec le dernier budget Harris, l'écart fiscal entre Québécois et Ontariens s'est encore creusé: il atteint huit milliards. Avec plus d'argent en poche, les Torontois vivent-ils mieux que les Montréalais? Rien n'est moins sûr. À moins d'être riche, mais la question ne se pose guère: quand on est riche, on vit mieux partout. Pour une famille de la classe moyenne ou pour les plus démunis, il vaut mieux vivre à Montréal. Demandez aux nouveaux sans-abri de la «révolution du bon sens».

**J'**ai des amis à Toronto. J'ai aussi un frère à Toronto. De bons représentants de la classe moyenne. Des couples dont les deux membres travaillent et qui ont un ou deux enfants. Depuis l'arrivée de Mike Harris et l'avènement de la «révolution du bon sens», ils paient moins d'impôts. Plusieurs milliers de dollars de moins qu'il y a quelques années. Beaucoup moins qu'au Québec. Mais ils reçoivent aussi moins de services de la part de l'État. Ils savent aussi qu'ils vivraient beaucoup mieux à Montréal avec les mêmes salaires.

■ Le logement à Toronto: ce n'est pas une sinécure. Les loyers sont en général au moins deux fois plus chers qu'à Montréal. On trouve bien un quatre et demi à 500 \$ ou 600 \$ par mois à Montréal; il sera de 1200 \$ à Toronto. Rien de luxueux. Les logements sont rares et chers. On ne signe pas de bail; les propriétaires peuvent évincer leurs locataires à un mois d'avis. Pour paraphraser l'expression utilisée dans l'immobilier: c'est un marché de propriétaires.

Le gouvernement Harris ne construit plus de logements sociaux, les pauvres ont du mal à se loger et le nombre de sans-abri a grimpé en flèche, tellement qu'une étude récente calculait qu'il y avait autant de sans-abri à Ottawa qu'à Montréal.

Si on se lasse des propriétaires qui ont le gros bout du bâton et qu'on veut acheter une maison, il faudra déboursier environ 250 000 \$ pour une demeure moyenne à Toronto, ce qu'on peut obtenir pour 150 000 \$ à Montréal. Il faut dire que, dans les années 80, les Torontois se sont lancés dans une spirale spéculative, vendant et revendant leurs maisons. Certains propriétaires, que l'effervescence du marché faisait se sentir plus intelligents, ont fait le pactole, d'autres se ramassent avec des hypothèques de 200 000 \$ sur le dos. Le parc immobilier est mal entretenu à Toronto; l'argent va au paiement de l'hypothèque, pas aux rénovations. On multiplie les logements dans les maisons, souvent d'anciennes unifamiliales; on construit même des cabibis sous les galeries, à même le sol, que des pauvres occuperont.

Avec Harris, les taxes municipales ont augmenté, des hausses qui ont été reflétées aux locataires, quelques centaines de dollars par année. L'été, on ne ramasse plus les ordures deux fois par semaine, une fois seulement.

■ Les garderies: il en coûte de 800 \$ à 1200 \$ par mois pour y envoyer son enfant. On est loin des garderies à 5 \$ par jour ou même des pleins tarifs au Québec, d'environ 500 \$ par mois. Le soir, la petite gardienne qui viendra chez vous vous demandera 8 \$ l'heure. Les écoles publiques sont en général de bonne qualité mais, si d'aventure vous pensez envoyer votre progéniture dans une école privée, parce qu'il n'y a pas d'école francophone à proximité, par exemple, il vous en coûtera près de 12 000 \$ par an. Pour fin de comparaisons, les frais de scolarité exigés par le collège Jean-de-Brébeuf de Montréal sont en deça de 3000 \$ par an. Sous le règne Harris, les frais de scolarité dans les universités ont aussi augmenté.

■ L'assurance automobile: il n'y a pas de régime d'État comme au Québec pour assumer les dommages corporels. Il peut en coûter de 500 \$ à 1000 \$ de plus par année pour assurer son tacot. L'électricité: elle est plus chère en Ontario.

Bref, toutes ces dépenses mises bout à bout, il en coûte plus cher de vivre à Toronto qu'à Montréal. Selon la fiscaliste Nathalie Joron de la firme KPMG, il en coûtait l'an dernier entre 2400 \$ et 7200 \$ de plus par année pour vivre dans le Grand Toronto, en calculant les économies d'impôt. Et Mme Joron ne tenait compte que du facteur immobilier.

Une étude du ministère des Finances du Québec, publiée l'an dernier pour le budget, a établi des comparaisons du coût de la vie, y compris la fiscalité, à Montréal et dans différentes villes d'Amérique du Nord, dont Toronto. L'étude établissait entre 5 % et 10 % l'écart entre Montréal et Toronto, en faveur de Montréal, pour les personnes à revenus élevés.

Mais pour les gens à revenus modestes, l'écart était de 23 % à 33 %, c'est-à-dire qu'une personne seule avec un revenu annuel de 15 000 \$, par exemple, disposait d'un pouvoir d'achat de 33 % supérieur à celui d'un Torontois dans la même situation. C'est considérable. Les pauvres sont plus pauvres à Toronto et la classe moyenne ne se sent pas plus riche.

Jusqu'à récemment, Mike Harris traînait dans les sondages, malgré la faiblesse extrême de l'opposition. Il n'est pas sûr que les Ontariens apprécient que leur province s'américanise sur le plan social, qu'en pleine période de croissance économique les pauvres s'appauvrissent, que les riches s'enrichissent, que l'éducation et la santé pâtissent.

**HORIZONS**

La chronique de Jean Dion:  
Du succès dans vos études,  
page B 1



**LE MONDE**

Rugova refait surface à Rome,  
page A 6



**POLITIQUE**

L'Ontario ira aux urnes  
le 3 juin, page A 5

## Québec accuse Ottawa d'empêcher un entretien entre Bouchard et Zedillo

La mission prochaine d'Équipe Québec déclenche un nouvel affrontement fédéral-provincial sur le front diplomatique

MARIO CLOUTIER  
MANON CORNELLIER  
LE DEVOIR

Le premier ministre Bouchard ne pourra pas rencontrer le président du Mexique, Ernesto Zedillo, lors du voyage d'Équipe Québec à Mexico du 16 au 19 mai en raison d'une décision du gouvernement fédéral. Ottawa a en effet refusé de transmettre une demande de rencontre du Québec aux autorités mexicaines, un geste qualifié de «re-

grettable», voire d'«arrogant», par la ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin. A Ottawa, le premier ministre Chrétien soutient que c'est le président mexicain qui ne veut pas rencontrer Lucien Bouchard.

«Le président n'a pas reçu d'autres premiers ministres des provinces. Je pense que c'est sa décision et qu'il est important de ne pas toujours [ramener] cette question que le premier ministre du Québec doit se promener à travers le monde entier. C'est pas ça qui est le rôle.»

Le premier ministre Bouchard estime pour sa part qu'il

est «inacceptable» que des fonctionnaires à Ottawa décident que les élus provinciaux peuvent rencontrer à l'étranger. Il dit toutefois souhaiter que le voyage d'Équipe Québec se déroule à l'écart de cet imbroglio créé par les fonctionnaires d'Ottawa.

«Ils sont là pour ouvrir des portes. Le rôle d'un ambassadeur est d'ouvrir les portes pour les gens de son pays, quels qu'ils soient.»

VOIR PAGE A 10: OTTAWA

## Une maison de paille en plein cœur de Montréal!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

**ON SAIT** ce qui est arrivé à la maison de paille du petit cochon... Pourtant, John Shaw et Julia Bourke ont décidé de braver le méchant loup et d'utiliser ce concept écologique des balles de foin pour isoler leur maison du Plateau Mont-Royal. Le foin, solidement comprimé pour résister au feu, est ensuite enduit de crépi comme recouvrement extérieur. Le gouvernement fédéral a accordé une aide financière pour ce projet-pilote qui permettrait une meilleure isolation de la maison.

## Des enseignants ont incité leurs élèves à ne pas se présenter

PAULE DES RIVIÈRES  
LE DEVOIR

Les élèves de la polyvalente Louis-Joseph-Papineau ont leu congé d'école lundi: leurs enseignants les ont invités à ne pas se présenter en classe. Cette dernière travail ferait partie de l'arsenal que les enseignants mettent en place pour faire avancer divers dossiers.

Un billet signé «Des enseignants», remis aux élèves vendredi et destiné aux parents, invitait ces derniers à garder leurs enfants à la maison lundi, soit le 3 mai.

Informée de cette initiative, la direction de la polyvalente a aussitôt remis une lettre aux mêmes élèves, destinée aux mêmes parents et informant ces derniers que, oui, il y aurait classe lundi.

Les adolescents ont apparemment préféré la première lettre puisque sur 1000 élèves, seulement 22 se sont présentés à l'établissement, situé dans le quartier Saint-Michel à Montréal. Et ceux qui se sont présentés à l'école se

VOIR PAGE A 10: ENSEIGNANTS

## Hydro s'entend avec ses ingénieurs

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

Les négociations avaient repris hier, en soirée, le conciliateur appelant Hydro-Québec et les représentants des 16 000 employés en grève à se rassembler. Il était permis de déduire de cet appel que le conciliateur veut présenter aux employés en arrêt de travail les paramètres des propositions soumises un peu plus tôt par Hydro à ses ingénieurs. Le bureau du premier ministre aurait également fait des pressions en ce sens, croit-on, devant la nervosité émanant des marchés d'exportation d'Hydro aux États-Unis.

Cet appel au retour à la table coïncide donc avec la conclusion d'une entente de principe entre Hydro et les représentants syndicaux de ses quelque 1300 ingénieurs. Une entente qui prévoit des augmentations salariales conformes aux 5 % sur trois ans proposés par le gouvernement québécois aux employés de la fonction publique. L'entente renferme également un régime d'intéressement

VOIR PAGE A 10: INGÉNIEURS

## Est-ce la fin du Royaume-Uni?

Avec l'élection, aujourd'hui, des premiers Parlements écossais et gallois, les Britanniques se demandent si leur pays n'est pas au bord de l'éclatement

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DU DEVOIR  
EN ÉCOSSE

Dernier de trois articles

**E**dinburgh — À l'entrée de son appartement d'Édimbourg, Bernard Crick a accroché une plaque d'immatriculation québécoise, souvenir de l'année 1955 où il avait enseigné à l'université McGill. A 70 ans, ce politologue, auteur d'une biographie de George Orwell, fait partie de ces Londoniens qui ont choisi de prendre leur retraite en Écosse. Une retraite qui se passe à achever un livre sur les nations du Royaume-Uni, parmi lesquelles les Écossais ont depuis longtemps conquis le cœur et la tête de cet universitaire pince-sans-rire.

«Qu'est-ce qu'un Britannique?», demande-t-il, un sourire au coin des

lèvres. Voilà la question qu'aura posée, dit-il, cette campagne électorale, qui s'achèvera par l'élection, aujourd'hui, du premier Parlement écossais en 300 ans. Certes, le Parlement d'avant 1707 n'était qu'un club de seigneurs et d'aristocrates aux ordres du roi. N'empêche qu'en retrouvant leur assemblée, les Écossais ont forcé les Britanniques à s'interroger pour la première fois sur leur identité, explique l'universitaire qui milite au sein du Parti travailliste.

Confrontés aux nationalismes écossais et gallois (beaucoup plus modéré) ainsi qu'au retour de l'autonomie et de la démocratie en Irlande du Nord, les médias britanniques n'hésitent pas à parler d'un pays en crise. «D'ici peu, les mots «Royaume-Uni» paraîtront peut-être aussi anachroniques que ceux

d'«Union soviétique», tout en laissant un souvenir sûrement moins désagréable», concluait, dans le *New York Times*, le pourtant très modéré journaliste écossais Andrew Sullivan, aux États-Unis depuis 15 ans.

Bernard Crick est moins alarmiste.

Il est plutôt convaincu que la Grande-Bretagne devra tôt ou tard se tourner vers le fédéralisme. «La Grande-Bretagne est depuis longtemps un État multinational», dit-il. Intégrés au Royaume-Uni en 1707, les Écossais n'ont jamais douté de leur identité. Les programmes politiques britanniques les plus conservateurs parlent sans détour de la nation écossaise comme d'une réalité qui existait avant l'Union et qui pourrait bien lui survivre, explique Crick.

Le caricaturiste du *Scotsman*, un quotidien d'Édimbourg, ne disait pas

autre chose dans l'édition d'hier. Il dessinait un homme de Cro-Magnon portant le kilt et se transformant successivement en parlementaire britannique, en ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle, en militant socialiste et en victime de Margaret Thatcher pour retrouver enfin les traits de son ancêtre. Mais, cette fois, avec un badge travailliste, un téléphone cellulaire et un drapeau écossais à la main.

«Pour Margaret Thatcher, le fédéralisme était un mot obscène [«a f word»], dit Bernard Crick. Mais, qu'on le veuille ou non, la Grande-Bretagne se dirige vers une forme ou une autre de fédéralisme. A moins que Londres ne commette de très graves erreurs, je ne crois pas que l'Écosse devienne un jour indépendante.»

Bon nombre d'Écossais et d'Anglais ne sont pas de cet avis. Pour

VOIR PAGE A 10: ROYAUME-UNI

**MÉTÉO**

Montréal Ciel variable.  
Max: 27 Min: 14  
Québec Enssoleillé avec passages nuageux.  
Max: 27 Min: 12  
Détails, page B 4

**INDEX**

Annonces ..... A 6    Le monde ..... A 7  
Avis publics..... B 4    Les sports ..... B 6  
Culture ..... B 7    Montréal..... A 3  
Économie ..... B 2    Mots croisés .. B 4  
Editorial..... A 8    Politique ..... A 5  
Horizons ..... B1    Télévision ..... B 7

www.ledevoir.com





***Pour bien vous servir,  
même en période de conflit***

En raison du conflit de travail en cours, nous avons pris les mesures nécessaires pour assurer le maintien de nos services essentiels.

Jusqu'à ce que la situation revienne à la normale, nous mettrons tout en œuvre afin de poursuivre la relève habituelle de nos compteurs. Il est toutefois possible que votre consommation fasse l'objet d'une estimation. Rassurez-vous. Le cas échéant, le montant de votre facture sera rajusté dès que possible.

Durant ce conflit, nous vous conseillons de payer votre facture au comptoir ou au guichet de votre institution financière plutôt que par la poste. Cette simple mesure évitera un retard dans l'encaissement de votre paiement et l'application de frais d'administration.

Soyez assurés que nous déployons tous les efforts possibles pour préserver la qualité de nos services. Nous nous excusons des inconvénients que cette situation peut vous causer et vous remercions de votre compréhension.

Les Services à la clientèle d'Hydro-Québec



# LE DEVOIR

# MONTREAL

Technodôme

## La Ville de Montréal s'implique directement

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

La Ville de Montréal s'implique directement dans le projet du parc d'amusement Technodôme, alors qu'une première rencontre entre la Société du port de Montréal, Heathmount A. E. Corporation et la Société générale de financement aura lieu ce matin.

C'est le conseiller municipal Saulie Zajdel, responsable politique du dossier au comité exécutif, qui participera à ce face-à-face qui, il l'espère, mènera à l'établissement du Technodôme d'ici 2002.

Ce vaste projet de 900 millions devait à l'origine voir le jour à Toronto. Après près d'un an de négociations, la célèbre famille Reichmann, qui dirige Heathmount A. E. Corporation, a tiré un trait sur cette option pour se diriger vers Montréal. Le site convoité de 1,8 million de pieds carrés est la propriété de la Société du port de Montréal.

«J'espère avoir une annonce officielle à faire d'ici les prochaines semaines», a souligné hier M. Zajdel à la sortie de la réunion hebdomadaire du comité exécutif.

Au Port de Montréal, on se montre plus prudent. On insiste pour dire que, même si le dossier sera traité avec diligence, aucune décision ne saurait être prise avant la

fin de l'été. Des études doivent être faites quant aux changements qu'impliquerait l'utilisation du quai Bickerdike par le Technodôme.

Mais l'enthousiasme de la Ville de Montréal est visible. On se dit même prêt, du moins en principe, à investir dans les infrastructures pour accommoder les promoteurs. M. Zajdel a d'ailleurs organisé hier une projection du vidéo promotionnel du Technodôme pour les journalistes.

Le document d'environ cinq minutes vend l'idée du complexe récréatif et sportif comme un lieu magique qui procurera de grandes sensations et offrira des attractions palpitantes comme la descente en eaux vives, l'accès à des pentes pour la planche à neige, les jeux de réalité virtuelle et des concerts. Une seule de ces expériences serait extraordinaire; imaginez quelles soient réunies sous un même toit, dit-on dans le vidéo.

Le document souligne que ce projet pourrait créer plus de 10 000 emplois à Montréal et qu'il répond à un besoin puisque le marché récréatif est «presque intouché».

Reste maintenant que les négociations s'enclenchent. À la mi-avril, le président-directeur général du Port, Dominique Taddeo, estimait que le terrain visé valait 60 \$ le pied carré. Hier, Saulie Zajdel indiquait que la valeur se situait plutôt autour de 5 \$ le pied carré.

Société Marie-Victorin

## L'aide transitera par l'UQAM

### Cet organisme gèrera tous les équipements scientifiques montréalais

Le soutien financier promis par Québec arrive avec un an de retard par l'entremise de l'UQAM

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

L'aide gouvernementale de 53,6 millions à la Ville de Montréal, prévue pendant trois ans, transitera par l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ce qui vaut à celle-ci d'obtenir le financement nécessaire pour la mise sur pied d'une nouvelle chaire d'études.

Comme l'a appris *Le Devoir*, cet échange de bons procédés oblige toutefois Montréal à déboursier 90 000 \$ afin que la chaire d'études sur les écosystèmes voie le jour. L'UQAM y versera 39 000 \$, et Québec, 300 000 \$, dont la grande partie provient du Fonds de développement de la métropole. En contrepartie de ce coup de pouce, l'UQAM devient le partenaire re-

cherché depuis un an au sein de la Société Marie-Victorin.

C'est cet organisme, créé de toute pièce, qui gèrera les équipements scientifiques montréalais: Biodôme, Insectarium, Planétarium et Jardin botanique. Montréal y conserve toutefois le contrôle majoritaire.

Il y a un an, Québec s'engageait à soutenir financièrement Montréal pour un total de 160,8 millions pour les années 1998, 1999 et 2000. Cette aide provisoire devait permettre à Montréal de souffler, le temps que prenne forme la réforme de la fiscalité municipale, engagée à travers la commission Bédard.

À l'époque, la première tranche de 53,6 millions devait servir à rééquilibrer le budget 1998 de Montréal, adopté avec un manque à gagner de 125 millions. Or Montréal n'a toujours

pas reçu ce versement compte tenu des délais pour dénicher la personne morale par laquelle transigerait l'aide gouvernementale.

Ce n'est que le 28 avril que le gouvernement a désigné l'UQAM par décret. L'établissement a donné son aval à l'importante transaction mardi dernier, lors d'une réunion spéciale du conseil d'administration.

Formellement, la contribution gouvernementale consiste à garantir le prêt que l'UQAM contractera auprès de la Banque Royale, évitant ainsi à Québec d'alourdir son budget de fonctionnement. L'UQAM devient détentrice de 9 % des actions de la Société Marie-Victorin.

Quant à la chaire d'études sur les écosystèmes, aucun projet d'aucun professeur n'en est à l'origine. Le titulaire sera nommé par le conseil d'administration à la suite d'une recommandation d'un comité de sélection auquel participera un représen-

tant de la Ville de Montréal.

Au cabinet de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, on a mentionné hier que cette collaboration vient formaliser les liens existant déjà entre Montréal (les équipements scientifiques) et les conseillers scientifiques de l'UQAM.

Du côté de l'Hôtel de Ville, si on se réjouit que le dossier soit finalement réglé, on confirme que cette participation financière a été dictée par le gouvernement. «Ca fait partie du deal. La Ville de Montréal y est obligée, mais ça nous permet de participer à une œuvre pour l'avancement de l'humanité», a expliqué l'attachée de presse du maire Bourque, Madeleine Champagne.

La nouvelle chaire d'études aura comme mission «de répondre aux besoins d'information, de formation et de recherche sur la connaissance et la protection des écosystèmes du Québec, en portant une attention particulière à l'écosystème urbain».

Congrès de l'Union des municipalités du Québec

## Le rapport Bédard est livré en pâture

LOUISE LEDUC  
LE DEVOIR

Quelque 1200 délégués en provenance des quatre coins de la province sont attendus à compter d'aujourd'hui à Montréal au 78<sup>e</sup> congrès annuel de l'Union des municipalités du Québec. Au menu: la réforme de la fiscalité et des structures locales, avec pour base de discussion le controversé rapport de la commission Bédard proposant de rayer de la carte bon nombre de municipalités québécoises.

D'entrée de jeu, l'UMQ s'oppose à la création d'un nouveau palier de gouvernement qui, selon elle, se traduirait inévitablement par une pression indue sur le fardeau fiscal des contribuables sans rien leur apporter en retour. «L'Union [des municipalités du Québec] s'est toujours montrée favorable à l'utilisation des instances supralocales que sont les MRC et les communautés urbaines», a rappelé Mario Laframboise, président de l'UMQ. «Cependant, la possibilité soulevée par le rapport de créer une nouvelle instance gouvernée par des gens élus au suffrage universel avec pouvoir de taxation relève de l'incompréhension de la dynamique municipale et d'un manque de sensibilité déplorable à l'égard des contribuables fiscaux québécois, qui sont déjà surtaxés.»

C'est en effet rien de moins que la mise sur pied d'un gouvernement de plus que recommande le rapport Bédard, rendu public le 20 mars. Allant plus loin encore, il suggère que l'île de Montréal ne soit plus divisée qu'en cinq villes et que sa région métropolitaine

soit limitée à 20 municipalités.

Aussi à l'ordre du jour du congrès: la facture de 375 millions, toujours pas digérée, imposée aux municipalités il y a deux ans. À ce sujet, l'UMQ rejette catégoriquement la proposition Bédard de transformer la note salée en un transfert d'un certain nombre de responsabilités additionnelles aux municipalités. «Nous avons toujours insisté sur le caractère exceptionnel et temporaire de cette démarche, qui constituait une condition sine qua non à notre contribution», a poursuivi M. Laframboise. Le premier ministre [Lucien Bouchard] a accepté et il se doit de respecter sa signature.»

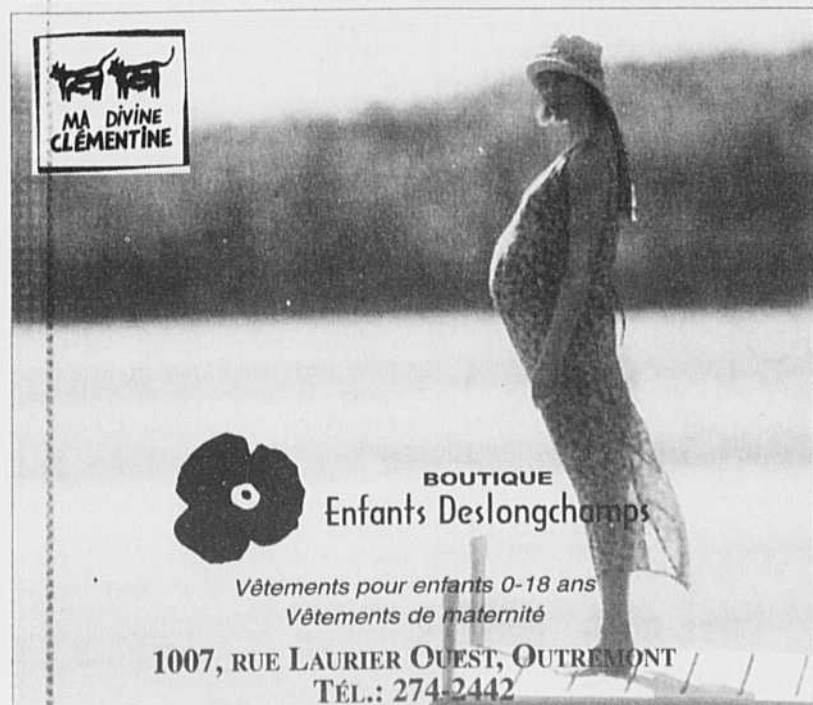
Ces mises en garde faites, l'UMQ recevra la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel, invitée à donner une allocution demain.

Histoire de ne pas être en reste, l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ), qui représente 1073 municipalités situées pour la plupart en milieu rural, profite du congrès pour tenter un rapprochement avec l'UMQ. Dans un communiqué émis hier, l'UMRCQ souhaite la création d'un comité de liaison entre les deux unions municipales. «Le monde municipal serait alors plus fort pour négocier chacun des aspects du futur pacte fiscal avec le gouvernement du Québec», a indiqué Florian St-Onge, premier vice-président de l'UMRCQ. «Advenant des divergences des deux unions sur certaines discussions, nous conserverions, de part et d'autre, la liberté d'exprimer distinctement nos positions.»

EN BREF

## Rénovations au théâtre de Verdure

(Le Devoir) — Le théâtre de Verdure du parc Lafontaine en est à sa dernière année dans l'état actuel. Il se fera une beauté pour la saison 2000. En août commenceront des travaux de rénovation majeurs: les gradins, la scène, l'éclairage seront refaits à neuf. Le comité exécutif de Montréal a décidé hier d'y consacrer 600 000 \$. Au cours des dernières années, le parc Lafontaine a subi une cure de rajeunissement qui sera complétée par les améliorations au théâtre de Verdure.



**MA DIVINE CLÉMENTINE**

**BOUTIQUE Enfants Deslongchamps**

Vêtements pour enfants 0-18 ans  
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT  
TÉL.: 274-2442

## Les élèves bloquent le pont Viau



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

PRÈS DE 1000 ÉLÈVES d'écoles secondaires de la Commission scolaire de Laval ont bloqué le pont Viau pendant trois heures et demie, pour protester contre l'annulation d'un certain nombre d'activités parascolaires (soirée des finissants, spectacle de jazz, pièce de théâtre). Les enseignants ont décidé de boycotter certaines activités pour faire pression sur le gouvernement dans le dossier de l'équité salariale. C'était la deuxième journée que les étudiants bloquaient un pont. La veille, ils avaient jeté leur dévolu sur le pont Lachapelle. Pour s'assurer que les étudiants sont en classe demain [jeudi], le directeur des services complémentaires de la Commission scolaire de Laval, Pierre Gingras, a rencontré hier les représentants étudiants, qui revenaient de quatre écoles mais surtout de l'école Mont de Lasalle. La police de Laval n'a relevé aucun incident fâcheux, si ce n'est que le pont a été bloqué dans les deux directions entre 10h30 et 13h45.

### Soirée-conférence

de l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec  
La vie fantasmatisée des enfants

Avec

Dr. Pierre Drapeau

Pédopsychiatre et psychanalyste

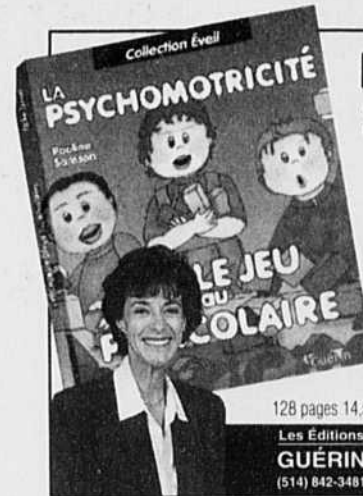
Le vendredi 7 mai 1999 à 19h30

à l'amphithéâtre Rousselot du CHUM Campus Notre-Dame

1560, rue Sherbrooke Est, Montréal

Pour informations: Suzanne Tremblay: (514) 286-1578

Frais d'inscription: 20,00 \$ 10,00 \$ (étudiants)



Pauline SAMSON

La psychomotricité par le jeu au préscolaire

L'action, le jeu, le succès.

128 pages 14,50 \$  
Les Éditions GUÉRIN  
(514) 842-3481

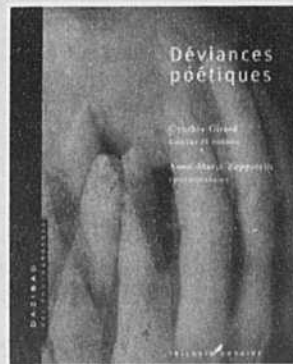
En vente dans toutes les librairies

## TRILOGIE URBAINE

LANCEMENT LE JEUDI 6 MAI 1999 À 17 H. LECTURE À 18 H.



**Venir après**  
Joseph Jean Rolland Dubé  
RECT  
Suzan Vachon  
IMAGES  
76 pages, dont 11 photographies  
en bichrome, ISBN : 2-922135-04-7



**Déviations poétiques**  
Cynthia Girard  
CONTES ET POÈMES  
Anne-Marie Zeppetelli  
PHOTOGRAPHIES  
64 pages, dont 14 photographies  
en bichrome, ISBN : 2-922135-05-5



**Piercing**  
Larry Tremblay  
RÉCIT  
Petra Mueller  
PHOTOGRAPHIES  
72 pages, dont 11 photographies  
en bichrome, ISBN : 2-922135-06-3

aux éditions Dazibao collection DES PHOTOGRAPHES 16\$ chacun

Dazibao, centre de photographies actuelles • 4001, rue Berri, espace 202, Montréal (métro Sherbrooke) (514) 845 0063

D  
A  
Z  
I  
B  
A  
O

## • LES ACTUALITÉS •

## L'Everest, chacun son tour

ROLLANDE PARENT  
PRESSE CANADIENNE

La détermination de l'explorateur Bernard Voyer, âgé de 46 ans, lui a finalement permis d'atteindre le plus haut sommet du monde, celui de l'Everest.

Il devient ainsi le deuxième Québécois, après Yves Laforêt, à se rendre sur «le toit du monde», situé à plus de 8846 mètres de hauteur.

Contrairement à sa première expédition, à l'automne 1997, Bernard Voyer a cette fois été des plus discrets sur son projet. «Il a gardé ça secret. Il voulait atteindre d'abord le sommet», a expliqué hier Françoise Decoste, porte-parole de l'explorateur Voyer.

C'est vers 3h hier, heure de Montréal, ou 12h10, heure du Népal, que Bernard Voyer accompagné de deux sherpas, a atteint le sommet de l'Everest, situé dans l'Himalaya, à la frontière du Népal et du Tibet. Les trois hommes ont vraisemblablement observé la courbure de la Terre pendant quelques minutes.

L'ascension d'un mont aussi élevé ne s'effectue pas d'un seul trait. Le trio a mis un mois à grimper la montagne tout en s'acclimatant aux changements d'altitude. Ils devraient être de retour au camp de base dans deux jours, et c'est à ce moment-là qu'il sera possible de connaître les détails du déroulement de l'expédition.

Lors d'une précédente tentative à l'automne 1997, le mauvais temps avait forcé Bernard Voyer à abandonner sa quête de l'Everest, après trois essais. Parti avec une équipe de dix personnes, il avait alors affronté des vents épouvantables et



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

André Laperrière, Claude-André Nadon, Bernard Mailhot et François Loubert tenteront, comme Bernard Voyer hier, de conquérir l'Everest.

des chutes de glace qui les avaient forcés à rentrer bredouille.

Au cours des 150 dernières années, 700 personnes ont atteint le sommet de l'Everest, mais des centaines d'autres y ont laissé leur peau.

#### Cap sur le printemps 2000

Dans la foulée de l'exploit de Bernard Voyer, quatre autres Québécois, André Laperrière, technicien en cinéma, François Loubert, médecin, Bernard Mailhot, ingénieur, et Claude-André Nadon, vidéaste, ont

aussi annoncé hier leur intention de défier à leur tour l'Everest, le printemps prochain.

À la différence de Bernard Voyer, ils comptent conquérir le toit du monde sans sherpa.

Entre autres caractéristiques de leur projet d'expédition se trouvent leur volonté de ne pas avoir recours à de l'oxygène supplémentaire et leur décision de s'attaquer à l'Everest par le côté tibétain, moins fréquenté que le côté sud, au Népal.

Avec Le Devoir

## Les donneurs de reins se font rares au Québec

Des attentes qui vont jusqu'à 686 jours

Tout en se montrant en général généreux, les Québécois manquent d'information sur la façon dont se fait un don d'organes et dans quelles circonstances ces derniers sont prélevés.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Le don d'organes se porte plutôt bien au Québec, hormis pour les 486 personnes qui espèrent une transplantation de rein, dont l'attente s'éternise en moyenne pendant 686 jours. De ce nombre, à peine 40 % réussiront à obtenir une greffe dans l'année.

Québec Transplant et Info Don d'organes ont dressé hier un bilan plutôt positif des dons d'organes au Québec, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour convaincre les gens de signer leur carte de don d'organes.

Selon un sondage Léger et Léger réalisé en avril dernier, bien que 83 % des Québécois soient d'accord avec le principe de donner leurs organes en cas de décès, seulement 59 % des gens ont pris les dispositions nécessaires et informé les membres de leur famille.

«Entre être vertueux et la vertu, il y a un pas. Il y a 20 % de gens qui sont en faveur du don d'organes que nous devons convaincre de signer l'autocollant joint à la carte d'assurance-maladie», a souligné hier Alain Charbonneau, président d'Info Don d'organes (IDO).

Bien que presque tous les objectifs qui avaient été ciblés par le rapport

Gélineau sur le don d'organes aient été atteints, on est encore loin du compte pour ce qui est des greffes de rein, seulement 195 des 486 personnes en attente en 1998 ayant obtenu une greffe. Le rapport Gélineau fixait à 400 le nombre de transplantations rénales devant être réalisées chaque année au Québec pour répondre à la demande.

Selon Donald Langlais, président de l'organisme Québec Transplant, les greffes du rein entre parents, de plus en plus communes aux États-Unis, demeurent rares au Québec, où elles comptent pour moins de 30 % des dons, et cela, pour des raisons culturelles et morales. Il faut donc se tourner vers d'autres solutions.

Le sondage Léger et Léger révèle en outre que plus de 45 % des répondants ignorent que les prélèvements d'organes sont faits uniquement sur des personnes chez qui la mort cérébrale a été constatée. Plus encore, les gens s'attendent à ce que les médecins leur fournissent les renseignements nécessaires pour pouvoir prendre une décision éclairée face au don d'or-

ganes après le décès d'un parent.

«Il y a beaucoup de confusion dans l'esprit du public, qui ne sait pas dans quelles conditions s'effectue le prélèvement. Il faut expliquer au grand public ce qu'est la mort cérébrale», affirme Alain Charbonneau.

Même si le Code civil parle de décès dès qu'il y a mort cérébrale, un grand nombre de professionnels de la santé sont eux-mêmes réticents à donner le feu vert au don d'organes après une mort cérébrale, ajoute M. Langlais.

«On comprend que des médecins soient mal à l'aise et aient l'impression de faire de la vente sous pression après un décès. Mais il faut que les professionnels donnent l'heure juste au grand public», ajoute le président de Québec Transplant.

Les deux organismes courtisent donc le ministère de la Santé pour obtenir les fonds nécessaires à un vaste blitz publicitaire sur le don d'organes, destiné au grand public et aux professionnels de la santé.

373 personnes ont bénéficié d'un don d'organe l'an dernier et 150 donneurs ont été enregistrés, comparativement à 301 et 116 en 1997. Malgré ces progrès, 627 personnes étaient toujours en attente d'une greffe en 1998 et 35 sont décédées avant d'avoir pu l'obtenir.

«Il y a beaucoup de confusion dans l'esprit du public»

Frais des experts pour les groupes environnementaux

## Des compressions atteignant jusqu'à 65 %

LOUIS-GILLES  
FRANÇEUR  
LE DEVOIR

La Régie de l'énergie a sabré dans les frais des experts auxquels ont eu recours les groupes environnementaux dans une récente audience portant sur les tarifs réclamés par Gaz Métropolitain, les compressions atteignant 65 % dans un cas.

Cette décision, rendue il y a deux jours, pourrait faire fuir certains experts, qui vont craindre d'être très partiellement payés dans d'autres causes où les groupes environnementaux jugeraient à propos d'intervenir, laissait-on entendre officieusement hier du côté des groupes dont les budgets ont été sabrés. Ces derniers n'écartent d'ailleurs pas la possibilité de réagir publiquement d'ici quelques jours au sujet de cette question jugée cruciale pour leur implication future dans le dossier de l'énergie.

La décision controversée a été rendue par les régisseurs André Dumais, Catherine Rudel-Tessier et François Tanguay.

C'est le Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE) qui a le plus écopé dans cette affaire, les trois commissaires réduisant les frais réclamés pour le travail des experts embauchés de 56 444 \$ à 22 364 \$. Les experts utilisés par le ROEE ne vont donc recevoir que 35 % de leurs honoraires.

Le groupe de régisseurs a par ailleurs réduit de 18 % les honoraires des experts utilisés par Option Consommateurs et la FNACQ, L'Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG) s'est elle aussi fait imposer une réduction de 16 % de ses frais d'experts. Quant au Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCRE), il a pour sa part obtenu le remboursement de tous ses frais d'experts.

#### Pas de justification aux honoraires

Les régisseurs ont dit ne pas trouver de justification suffisante aux honoraires des experts J. Bellemare, J.-P. Waub et C. Gendron pour la deuxième partie de la cause tarifaire de Gaz Métropolitain. Ils portent le même jugement sur les 164 heures (20 jours) réclamés par L. Lauzon et G. Lambert, dont les frais ne seront remboursés, eux aussi, qu'à raison de 35 %.

Un autre comité de la Régie de l'énergie tente présentement d'accoucher d'une politique générale sur les dépenses qui seront admissibles à l'avenir de la part des intervenants sociaux et environnementaux.

Hydro-Québec et Gaz Métropolitain, auxquelles la loi impose d'acquiescer la facture des intervenants, comme cela se fait ailleurs, estiment qu'il y aurait lieu de réduire de façon draconienne notamment les frais et honoraires réclamés par leurs adversaires. L'essentiel de leurs objections porte sur le travail des experts et des études réalisées en contre-expertise, dont l'absence éventuelle pourrait ramener les interventions des groupes au rang d'opinions plus ou moins éclairées.

Dans toute maison  
sommeille un téléphone  
qui rêve de s'évader.



Vous avez maintenant les moyens de le libérer  
avec notre option à tarif fixe soir et fin de semaine.

Un téléphone sans fil, c'est la liberté. Et il est maintenant plus abordable que jamais. Avec notre option à tarif fixe, vous obtenez les appels locaux illimités le soir et la fin de semaine, vos 100 minutes de base ainsi que l'appel en attente, l'afficheur et la messagerie vocale... le tout pour environ le même coût qu'un téléphone ordinaire.

Téléphone Sony maintenant  
99,99 \$

Forfaits	Tarif mensuel	Ce que vous obtenez
PARLEZ BEAUCOUP	20 \$	100 minutes de base, messagerie vocale, afficheur, appel en attente, facturation à la seconde, appels locaux gratuits le jour de votre fête, pas de frais de mise en service ni de contrat.
PARLEZ BEAUCOUP PLUS	30 \$	Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités la fin de semaine.
AVEC NOTRE NOUVELLE OPTION À TARIF FIXE	45 \$	Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités le soir et la fin de semaine.

Frais d'entretien en sus.

D'autres forfaits sont également offerts.

Un service amical, un achat sans tracas ni contrat et des primes spéciales comme les appels locaux gratuits le jour de votre fête. Voilà comment le futur est simple avec Clearnet. Pour en savoir plus sur nos forfaits (à compter de seulement 20 \$), faites le 1 888 CLEARNET (ou visitez notre site au [www.clearnet.com](http://www.clearnet.com)).

clearNET scp

le futur est simple



Le SCP Clearnet est offert à la boutique Clearnet située au 950, rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal et chez les marchands participants suivants:

Blockbuster LA CABINE TÉLÉPHONIQUE Centre du Rasoir FUTURE SHOP Maison Sony Zellers CENTRUM CENTRE HI-FI TOYS 'R' US BUREAU EN GROS

# LE DEVOIR

# POLITIQUE

Bourses du millénaire

## Un projet qui peut satisfaire le Québec

HUGUETTE YOUNG  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le ministre du Développement des ressources humaines, Pierre Pettigrew, préfère laisser réfléchir le ministre québécois de l'Éducation, François Legault, mais croit qu'un déblocage est possible dans l'épineux dossier des bourses du millénaire.

Deux ententes sur les bourses du millénaire signées avec l'Alberta et l'Ontario ont beaucoup de potentiel et pourraient «appliquer» au Québec, a souligné hier M. Pettigrew lors de son témoignage devant le Comité permanent du Développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées.

Préférant attendre la «réaction» du ministre québécois, M. Pettigrew n'a cependant pas voulu s'engager à nommer un négociateur pour entreprendre des pourparlers de «gouvernement à gouvernement» avec le Québec, comme l'a rappelé hier le député bloquiste Bernard Bigras. Le Québec ne veut pas négocier avec Jean Monty, président de la Fondation des bourses du millénaire.

*«Je le dis depuis un an: la législation canadienne a toute la flexibilité possible et impossible pour rencontrer les objectifs des provinces et certainement ceux du Québec, a repris M. Pettigrew. Et j'ai très hâte de voir la réaction de M. Legault, plus tard, parce que je constate en effet que les ententes qui sont sur la table à l'heure actuelle [atteignent] les objectifs de la motion Gauthrin, et en plus, ce sont deux ententes qui sont elles-mêmes différentes, ce qui montre la flexibilité qui est disponible.»*

Téléphonistes de Bell

## Québec ne modifiera pas le Code du travail

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le gouvernement québécois ne modifiera pas le Code du travail pour venir au secours des téléphonistes de Bell, averti hier le premier ministre Lucien Bouchard.

Une modification à la loi «ne servirait pas les intérêts des personnes en cause», a dit M. Bouchard hier à l'Assemblée nationale, au moment où quelque 500 membres du syndicat des téléphonistes et des techniciens de Bell manifestaient devant le parlement.

Il s'agit d'un virage majeur en ce qui concerne la politique officielle du Parti québécois qui, lors d'une réunion de son conseil national, le 30 janvier dernier, adoptait unanimement le principe d'une modification législative pour aider les téléphonistes de Bell.

Le premier ministre a invité les parties en cause à attendre une réforme majeure que doit subir le Code du travail prochainement. «Nous allons faire cela d'une façon correcte et systématique, non pas dans une tentative de créer des spectacles à l'Assemblée nationale», a-t-il dit.

Le député libéral de Lafontaine, Jean-Claude Gobe, a tenté de forcer le gouvernement à se commettre en présentant lui-même un projet de loi privé qui va dans le sens des réclamations des téléphonistes de Bell.

Le texte de loi, qui reprend les dispositions du Code fédéral du travail, a pour effet d'harmoniser les deux lois. Il précise qu'une entreprise relevant de la loi fédérale devient assujettie à la loi provinciale «en cas de changements opérationnels ou si elle est vendue à un employeur soumis à la loi québécoise».

Selon le député Gobe, on réglerait ainsi le problème des 1000 téléphonistes de Bell au Québec, au cas où leurs services seraient vendus à une compagnie américaine. Bell est censé en effet vendre son service d'assistance annuaire à la compagnie américaine Global Excel, de Phoenix (Arizona).

M. Gobe a rappelé l'engagement pris par le gouvernement péquiste et notamment par le ministre du Travail, Diane Lemieux, le 30 janvier dernier, de faire adopter une loi pour protéger les téléphonistes. Peu après, il a souligné de nouveau le dossier à l'Assemblée nationale. Un peu embarrassée, la ministre Lemieux a avoué «avoir examiné très sérieusement et personnellement l'idée d'amender le Code du travail. Je me dois de constater qu'il n'y a pas de magie et que, même si on amendait le Code du travail, il n'y aura pas transmission des [mêmes] conditions de travail.»

Les élections ontariennes auront lieu le 3 juin

## Mike Harris part en campagne

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, s'est rendu hier au domicile du lieutenant-gouverneur ontarien Hilary Weston pour y annoncer la tenue d'élections provinciales le 3 juin, près de quatre ans après l'élection des conservateurs par une écrasante majorité.

La journée d'hier consacrait donc officiellement le lancement d'une campagne électorale qui semblait par moments engagée depuis déjà plusieurs mois.

Même si le lieu choisi pour annoncer le déclenchement des élections n'avait pas été dévoilé, un groupe de manifestants à bord d'un autobus a réussi à trouver l'endroit à temps pour y scander des «Bye bye, Mike!» à l'intention du premier ministre, qui est demeuré imperturbable.

Des manifestants contre la pauvreté et des étudiants ont fait front commun et menacé de suivre le leader conservateur tout au long de sa campagne.

L'appel aux urnes survient au lendemain de l'annonce par les conservateurs d'un budget fait sur mesure pour plaire à l'électorat, qui promet de nouvelles réductions d'impôt et des dépenses accrues pour la santé. Les adversaires des conservateurs n'y ont vu rien d'autre qu'un programme électoral.

### Seuls les libéraux auraient une chance

Durant cette campagne, les Ontariens devront décider s'ils veulent quatre autres années de chaos, de compressions et d'incompétence ou une vision claire de la santé et de l'éducation, a déclaré le leader libéral Dalton McGuinty, qui a par ailleurs encouragé les électeurs à appuyer son parti plutôt que les néo-démocrates. Les sondages indiquent que seuls les libéraux auraient une chance réelle de battre les conservateurs.

Mais la campagne de M. McGuinty a mal démarré: son autobus de campagne est tombé en panne et un membre du caucus a quitté le parti pour solliciter l'investiture conservatrice — un bon coup pour la campagne de M. Harris. Enfin, les journaux d'hier matin lui ont reproché sa piètre performance dans sa réaction au budget de la veille.

Le leader néo-démocrate Howard Hampton a fait peu de cas des sondages qui placent sa formation loin derrière les deux autres. Il a soutenu que les nouvelles baisses d'impôt promises par M. Harris le seraient



Le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, a lancé sa campagne hier.

au détriment des dépenses en santé et en éducation.

Alors que MM. Hampton et McGuinty s'efforcent de présenter leurs partis respectifs comme la meilleure solution de rechange aux conservateurs, un mouvement anti-Harris, appuyé par une bonne partie du milieu syndical, préconise de voter en faveur du candidat qui semble avoir les meilleures chances de vaincre le conservateur dans chaque circonscription.

Les trois principaux leaders s'affronteront dans un débat télévisé qui se tiendra deux semaines avant le jour du vote. Les partis se sont entendus, quelques heures après l'annonce des élections, sur le débat des chefs, qui aura lieu le mardi 18 mai à 18h30.

La dissolution de la Chambre, les conservateurs détenaient 82 sièges, les libéraux, 30, et les néo-démocrates, 17, et on comptait un indépendant.

La carte électorale ayant été redessinée, des élections se déroulent

dans 103 circonscriptions, contre 130 il y a quatre ans. Les Ontariens voudront-ils suivre la voie tracée par Mike Harris?

### Réduction des impôts

Le premier ministre Mike Harris a donné le ton à la campagne électorale ontarienne en annonçant, une semaine avant son déclenchement, une réduction additionnelle des impôts.

Du même souffle, et fidèle à ses politiques précédentes, il a indiqué qu'il resserrerait encore la vis aux assistés sociaux en exigeant notamment des bénéficiaires qui consomment de la drogue de mettre un terme à leur habitude, sinon il leur couperait les vivres.

Les réductions d'impôts et les compressions dans l'aide sociale sont, en effet, devenues les marques de commerce de M. Harris. Il reste maintenant à savoir si les Ontariens voudront continuer à le suivre sur cette voie, qui n'est pas sans rappeler la politique sociale des républicains aux États-Unis.

Depuis que M. Harris a pris le pouvoir, les habitants de la province ont bénéficié d'une réduction de

30 % de leur fardeau fiscal. Pour une famille dont le revenu annuel atteint 60 000 \$, ces mesures se sont traduites par des économies de 1385 \$.

La nouvelle baisse d'impôt de 20 %, confirmée dans le budget provincial de mardi, ajoutera 615 \$ à ces économies. De cette façon, les Ontariens compteront parmi les Canadiens les moins taxés avec les Albertains, tandis que les Québécois pourront jouir du douteux plaisir d'être les commettants d'Amérique du Nord les plus taxés, comme l'ont encore laissé entendre cette semaine le premier ministre péquiste Lucien Bouchard et son ministre des Finances Bernard Landry.

En Ontario, les règles de l'aide sociale ont également été chamboulées, au point que près de 400 000 personnes ont abandonné l'assistance sociale.

Pendant ce temps, l'économie de la province a tourné à plein régime, enregistrant une croissance deux fois plus importante que la moyenne nationale et un taux de chômage de 6,4 %.

Selon les analystes politiques, le cœur des Ontariens balance. C'est pour cela que les sondages fluctuent: récemment, ils étaient favorables aux conservateurs et, auparavant, les libéraux faisaient bonne figure.

### Plusieurs électeurs satisfaits

Plusieurs électeurs, constate Darrell Bricker, de la firme de sondages Angus Reid, sont satisfaits de la performance de M. Harris en matière d'économie et de contrôle des dépenses mais voient en lui un être brutal, sans conscience sociale.

Dans ce contexte, les libéraux avec leur chef Dalton McGuinty pourraient représenter une menace réelle pour les conservateurs, croit M. Bricker. En effet, les libéraux ont calqué leur programme sur leurs adversaires mais M. McGuinty ne projette pas l'image d'insensibilité de son adversaire Harris.

On lui a d'ailleurs donné le surnom de «Bleue légère», en référence à la bière du même nom et à la couleur emblématique des conservateurs.

«Bleue légère [M. McGuinty] est très dangereux pour les conservateurs. Il représente exactement ce que les électeurs ontariens recherchent actuellement», note M. Bricker.

C'est sans doute pour cette raison que les libéraux ont choisi une approche modérée en matière de réduction d'impôts. Ils garantissent des baisses seulement aux contribuables moins nantis et à ceux de la classe moyenne. Sur le front de l'aide sociale, ils soutiennent qu'ils tenteront de régler le problème des sans-abri en construisant des logements à prix modiques.

### La campagne de McGuinty a mal démarré

PRESSE CANADIENNE

Arrivés à la base de Trenton en Ontario

## Les réfugiés kosovars respirent à l'aise au Canada

*«Je ne pensais pas que mes enfants auraient la force de pouvoir survivre à tout cela»*

PAULA ARAB  
PRESSE CANADIENNE

Trenton, Ontario — À peine arrivés à la base militaire de Trenton, en Ontario, les plus jeunes des réfugiés kosovars jouaient hier au grand soleil, sous le regard de leurs parents, étonnés de les voir si vite passer de l'horreur au plaisir.

Pour la plupart, ils ont dû endurer des semaines d'angoisse après avoir été chassés de leurs foyers par les Serbes.

«Mes enfants sont un peu effrayés», a confié par l'intermédiaire d'un interprète Sami Ademi, un entrepreneur prospère qui a quitté le Kosovo avec sa femme et ses quatre enfants.

«Je ne pensais pas que mes enfants avaient la force de pouvoir survivre à tout ça», a-t-il ajouté.

La famille sera hébergée au cours des prochaines semaines par la sœur de Sami Ademi, qui habite Toronto.

Des 5000 réfugiés kosovars attendus au Canada, 250 sont arrivés mardi et la plupart devraient s'installer pour un certain temps à la base

de Borden, au nord de Toronto. Un autre groupe de 250 Kosovars devrait débarquer ce matin à la base de Greenwood, en Nouvelle-Écosse.

Sami Ademi a dit avoir fait peu de cas de la perte de sa maison et de ses deux commerces lorsque les Serbes lui ont intimé l'ordre de partir. Tout ce qu'il souhaitait était de préserver sa famille.

L'accueil que lui et les siens ont reçu au Canada tranche avec le sort qu'on leur a réservé au cours de leur séjour dans un camp de réfugiés en Macédoine. «Nous avons été traités comme des être humains pour la première fois», a-t-il dit.

Le jour même de son 36<sup>e</sup> anniversaire, le 3 mars, des militaires serbes ont fait irruption chez lui et lui ont ordonné de quitter immédiatement les lieux avec sa famille.

«Vous avez cinq minutes pour quitter votre maison, sinon vous êtes morts», leur a-t-on dit. «Nous n'avons

eu le temps que de prendre les enfants et rien d'autre», a-t-il déclaré, soulignant qu'il portait les mêmes vêtements depuis lors.

Tous les réfugiés accueillis à la base de Trenton ont subi hier des examens médicaux, a précisé le ministre de l'Immigration.

Deux nourrissons ont été confiés à un hôpital pour y être soumis à un examen plus complet tandis que d'autres ne souffraient que de déshydratation, de grippe ou d'épuisement, a-t-on indiqué.

Hysen Bytyqi, un homme de 74 ans qui avait cessé de fumer il y a huit ans, a accepté la cigarette qu'on lui a offerte et qu'il espérait tant depuis le début de son exil forcé.

Retraité et ancien combattant de la Deuxième Guerre mondiale, M. Bytyqi a raconté que la police macédonienne l'avait battu parce qu'il est vieux et ne marchait pas assez vite en direction du camp de réfugiés. Il s'est réjoui de se trouver au

Canada où, pour la première fois depuis des semaines, il peut manger à sa faim.

Club 402-HOMME®



Notre collection printemps-été est arrivée.

PRÊT-À-PORTER POUR HOMMES!

Achetez directement de l'importateur les grandes marques de costumes fabriqués en ITALIE:

De 295 \$ à 499 \$ LE COSTUME!

Tous nos costumes sont taillés dans les plus beaux tissus italiens 100% pure laine avec des coupes exclusives. Finis main dans la tradition artisanale italienne.

Tissus signés: Cerruti 1881 - Zegna Marzotto - Zignone etc.

1118, rue Ste-Catherine O., Suite 200, Montréal (514) 861-3636

Une grande voiture.



Un petit prix. 379 \$ PAR MOIS\*

LOCATION 36 MOIS PASSAT GLS 99

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

\* L'offre s'applique à une Passat GLS 1999, 5 vitesses, neuve. Photo à titre indicatif seulement. Versement initial de 2 875 \$ ou échange équivalent. Dépôt de garantie de 430 \$ requis à la transaction. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 0,10 \$ du km additionnel après 60 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Credit VW Canada, Inc. Offre valide pour un temps limité. L'offre ne s'applique qu'aux particuliers et que pour un usage personnel et non commercial. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Chez les concessionnaires participants.

Êtes-vous fait pour Volkswagen? VW

1 888 ROULE VW ou VW.COM



LES CONCESSIONNAIRES VOLKSWAGEN

# LE DEVOIR LE MONDE

La crise au Kosovo

## Rugova refait surface à Rome

Une solution diplomatique serait «de plus en plus probable»

AGENCE FRANCE-PRESSE

La crise du Kosovo a connu un développement spectaculaire hier avec l'arrivée imprévue à Rome d'Ibrahim Rugova, chef modéré des Albanais de la province, venu, selon une source albanaise, mettre au point un projet de règlement avec Belgrade.

Cet événement est intervenu alors que des indices d'une lente progression vers une solution négociée de la guerre en Yougoslavie continuaient d'apparaître, parallèlement à la multiplication des doutes sur l'efficacité des raids de l'OTAN.

M. Rugova, qui n'avait pas quitté la Yougoslavie depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, est arrivé par un vol spécial à l'aéroport militaire de Ciampino, au sud de Rome.

La présidence du Conseil a annoncé que M. Rugova était «l'hôte du gouvernement italien». En début de soirée, le leader kosovar s'entretenait avec le premier ministre italien Massimo D'Alema et avec le ministre des Affaires étrangères Lamberto Dini en un lieu tenu secret, selon la présidence.

Les autorités italiennes n'ont pas donné immédiatement de précisions sur le motif de la venue de M. Rugova, qualifiée par Washington de «développement positif» et saluée par des responsables de l'OTAN à Bruxelles.

Mais le rédacteur en chef du quotidien albanophone *Koha Ditore* a affirmé que le leader kosovar était venu mettre au point un accord avec Belgrade grâce à une médiation italienne. Ce journaliste, Baton Haxhiu, qui se trouvait à Bonn, a mis en doute le fait que M. Rugova se soit rendu en Italie de son plein gré.

Le gouvernement italien, pour sa part, a indiqué que les autorités de Belgrade avaient «appuyé la volonté de M. Rugova de venir en Italie».

M. Rugova, 54 ans, est l'objet depuis le début du conflit au Kosovo d'interrogations concernant son sort et sa liberté de manœuvre. En particulier, son apparition à la télévision de Belgrade en compagnie du président yougoslave Slobodan Milosevic a suscité des doutes chez de nombreux responsables occidentaux.

À la veille d'une réunion cruciale du G8, qui regroupe les sept grandes puissances industrielles et la Russie, l'émissaire russe pour la Yougoslavie, Viktor Tchernomyrdine, a exprimé à Moscou un «regain d'optimisme». M. Tchernomyrdine revenait de Washington, où il s'était entretenu avec M. Clinton.

À Belgrade, pour la première fois, un responsable gouvernemental yougoslave a utilisé publiquement l'expression «plan de paix».

«Le plan de paix qui se dessine dans le cadre de l'initiative de Tchernomyrdine stipule clairement qu'un accord de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) est requis pour une présence internationale au Kosovo sous l'égide de l'ONU», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nebojsa Vujovic.

«Nous accepterions une mission des Nations unies dont le volume, le mandat et les modalités seraient convenus dans des discussions directes entre la RFY et le Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il dit.

Belgrade s'attend à ce que la Russie joue «un rôle majeur et dirigeant» dans une telle mission, et «des pays amis et neutres sont également les bienvenus comme membres de la mission», a précisé M. Vujovic. Le quotidien britannique *Financial Times* rapportait hier que le président Milosevic étudiait un projet qui pourrait conduire au déploiement d'une force de paix de l'ONU au Kosovo. Selon le journal, qui citait des sources proches du gouvernement de Belgrade, il s'agirait d'une force de police qui comprendrait un important contingent russe et des pays de

l'OTAN non impliqués dans les bombardements contre la Yougoslavie.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Abel Matutes, a estimé avant de partir pour Moscou qu'une solution diplomatique était «de plus en plus probable».

C'est dans ce contexte que les ministres des affaires étrangères des pays du G8 se réunissent aujourd'hui à Bonn. «L'enjeu du G8 est de parvenir à un accord sur les principes d'un règlement politique et que ces principes constituent ensuite la base d'une résolution du Conseil de sécurité», a expliqué le ministre français des Affaires étrangères. Ces principes, mis au point lundi à Bonn par les directeurs politiques des pays du G8, prévoient «le déploiement d'une présence internationale civile et de sécurité» au Kosovo sous l'égide de l'ONU.

Le président Clinton est venu répéter la détermination des États-Unis devant les soldats américains de la base aérienne de Spangdahlem, en Allemagne. «Nous intensifierons la campagne sans faiblir jusqu'à ce que nos objectifs soient atteints», a-t-il affirmé.

En Albanie, un hélicoptère d'attaque américain AH-64 Apache s'est écrasé lors d'une mission d'entraînement et ses deux pilotes ont été tués.



Le leader modéré des Kosovars déambulait hier à Rome entre le premier ministre italien Massimo D'Alema (à droite) et le ministre des Affaires étrangères Lamberto Dini.

Ce sont les deux premiers morts enregistrés par l'OTAN depuis le début de son opération «Force allié». Un autre Apache s'était déjà écrasé en Albanie après le déploiement par les États-Unis de 24 de ces appareils.

Les autorités macédoniennes ont fermé hier la frontière avec la Yougoslavie à Blace et refoulé un millier de réfugiés kosovars qui tentaient d'entrer dans leur pays (lire le texte ci-dessous).

## «Depuis trois nuits, des coups de feu étaient tirés sur notre maison»

Les réfugiés continuent d'arriver en Macédoine avec de nouveaux récits d'exactions

ERICH INCIYAN  
LE MONDE

Skopje — L'interminable arrivée des Kosovars en Macédoine rend la situation des réfugiés et des autorités gouvernementales chaque jour moins supportable. Le seuil symbolique des 200 000 personnes a été franchi mardi, dans un pays qui comptait deux millions d'habitants avant les bombardements sur la Yougoslavie, selon les chiffres communiqués, mercredi 5 mai à Skopje, par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La veille, quelque 11 000 entrants supplémentaires avaient été recensés. Ce flux, dont le volume a grossi tout au long de la semaine écoulée, a désormais atteint les sommets enregistrés au début d'avril. Le camp de Cegrane, ouvert il y a une semaine, compte désormais 26 800 réfugiés, talonnant de peu le plus peuplé des camps, celui de Brazda. Entre-temps, dix camps ont été ouverts dans le pays, sans jamais réussir à contenir une poussée migratoire qui ne semble pas devoir s'arrêter. «Selon l'OTAN, quelque 200 000 Kosovars seraient encore en déplacement dans leur pays et se dirigeraient vers les frontières de la Macédoine, de l'Albanie et du Monténégro», constatait, mardi soir, l'ambassadeur de France à Skopje, Jacques Hutzinger.

Arrivés mardi au poste-frontière de Blace, par trains et par bus, des réfugiés expliquent avoir vu des masses de fuyards qui n'ont pas réussi à monter lors des arrêts aux stations. Les témoignages recueillis au sein d'un groupe d'une dizaine de familles kosovares, chassées de leurs villages dans la région de Pristina, vont dans le même sens. «Depuis trois nuits, des coups de feu étaient tirés sur notre maison, brisant les fenêtres et les portes, dit Afrim, un villageois d'Obilic. Dans le centre du village, les Serbes ont détruit toutes les habitations et les magasins.» L'un de ses voisins, Gatmand, cite les noms de dix villages proches d'Obilic qui ont «tous été vidés de leurs habitants».

Les forces serbes continuent certes d'utiliser des «boucliers humains» pour se protéger des bombardements de l'OTAN: Afrim et Gatmand déclarent que leurs familles ont été «gardées» avec plusieurs autres, lundi et mardi, dans la cour de la centrale thermique connue sous le nom de «Kosovo-B». Ceux-là ont ensuite eu la chance de pouvoir partir vers la Macédoine, après quelques heures passées sur place. Comme si la volonté de déstabiliser la Macédoine, soumise à des tensions ethniques entre ses populations proserbes et albanophones, l'avait emporté.

Astrid Van Gendren-Stort, du HCR, a collecté des témoignages moins encourageants lorsqu'elle a interrogé

une quarantaine de villageois qui patientaient mardi dans le no man's land de Blace. «Ils faisaient partie d'un ensemble comportant une centaine d'hommes séparés depuis lundi de leurs familles. Tous ont été interrogés par la police, qui a contrôlé leur identité. Ceux qui ont été relâchés m'ont dit avoir été jugés «non coupables» par les policiers. Ils n'ont plus revu la soixantaine d'hommes manquants.»

Outre l'exode rural, la fuite des citadins a aussi contribué à alimenter la dernière vague de l'exode. «On assiste à un processus d'évacuation des centres urbains, d'où viennent une bonne partie des nouveaux réfugiés, a commenté Jacques Hutzinger. L'une des hypothèses est que l'armée serbe a voulu vider les villes afin d'y abriter ses soldats et ses matériels, endommagés et menacés par les bombardements. Selon une autre hypothèse, les forces serbes se préparaient à une intervention terrestre de l'OTAN, en privilégiant la perspective des combats de rues, dans la tradition yougoslave d'une guerre de partisans.»

Propriétaire d'un café Planet Hollywood dans la capitale du Kosovo, Sabri vient de réussir à pénétrer en Macédoine. Sa jeune femme et leurs cinq enfants âgés de moins de onze ans l'écourent sans dire un mot. «Seuls les Serbes arrivent à acheter de la nourriture à Pristina. Il reste très peu d'Albanais dans le centre-ville», dit-il, parlant lui aussi des coups de feu tirés sur les maisons. Il range les passeports

dans sa poche, laissant apparaître un trousseau de clefs. «C'est la seule chose qui me reste. Ils m'ont volé ma voiture, ils ont brûlé ma maison et mon commerce.» Abdullah ne supportait pas davantage le climat de violence qui pèse sur la capitale. Il explique être arrivé «dans l'un des nombreux bus vides qui circulent dans Pristina, de quartier en quartier, à la recherche de clients voulant quitter le Kosovo.»

Autant dire que les flots de Kosovars entrant en Macédoine sont sans commune mesure avec le programme d'évacuation humanitaire des réfugiés hors des Balkans. Un petit total de 25 606 de ces réfugiés avaient été accueillis, mardi, par l'Autriche, le Canada, le Danemark, la France, la Norvège, les Pays-Bas, la Roumanie et la Turquie. A un rythme toujours inférieur à moins de mille départs quotidiens, le fardeau supporté par la Macédoine ne se trouve guère soulagé.

Face à cette situation, Dennis McNamara, responsable du HCR pour l'ex-Yougoslavie et l'Albanie, a annoncé, hier la création d'un «transfert humanitaire vers l'Albanie» des réfugiés arrivés en Macédoine, sur la base d'un accord entre l'OTAN et les gouvernements de Skopje et de Tirana. Ils pourraient être installés dans plusieurs camps aménagés dans à Korca (Albanie), près de la frontière avec la Macédoine. 5000 réfugiés y seraient accueillis dans les prochains jours, et 50 000 à 60 000 autres pourraient l'être au cours des semaines à venir.

Téléphone: 985-3322

## LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

**I · N · D · E · X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**  
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS    MasterCard    VISA

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT, grands 4 1/2, 5 1/2, 6 1/2, rénovés, luxueux, balcon, ensol., 795\$ et 1.200\$ (chauffés). 843-0406, 898-1015.

OUTREMONT, luxueux 4 1/2, face Mt-Royal, 1.020\$ chauffé, poêle, frigo, lave-vaiss., 2 s.bans, garage. 608-276-5992.

OUTREMONT, Luxueux 3 1/2 meublé, grand demi s.-s. Tout incl., foyer, tourbillon. 1er juil. 675\$. 271-4577.

PLATEAU Marianne-St-Dominique, beau 5 1/2 rénové, 2e, bois franc. 740\$. 288-5242.

PLATEAU, 6 1/2, 3778 Hôtel-de-Ville (coin Roy), 3 c. à c., 3e étage. 780\$. 849-2074.

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

PARIS-CENTRE, Charmant 2 pièces tt équipé, 500\$/sem. Photos disp. (514)598-7561

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

A PERCÉ (Gaspésie), Jolie maison ancestrale, tt équipée, 3 c.c., vue Ile Bonaventure. Loc. sem. (418)782-5234.

CANTONS DE L'EST, maison santé, 15 min. Bromont ou Orford, style «Country living». Panorama exceptionnel, tranquillité, sem./mois. (514)481-6352.

DUNHAM, maison 6 pièces, site centenaire, ferme biologique, 45 min. pont Champlain. (450)263-9752.

307 LIVRES / DISQUES

ACHAT DOMICILE LIVRES & BEAUX OBJETS 514-274-4659

ACHAT LIVRES-Biblio privée/succession. Mtl & prov. Serv. domicile (514)816-6159.

LE QUAI DES LIVRES-523-5383. Achat à domicile. Obtenez + en vendant directement au libraire.

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/usagés. 685-4051. Les Aménagements F.B. Inc.

550 VOYAGES

**VOYAGE À VENDRE**

8 jours de vacances en Floride et aux Bahamas pour 2 personnes à 2000 \$ comprenant :

- voiture de location avec kilométrage illimité
- 2 jours (et 2 nuits) d'hôtel à Fort Lauderdale
- 3 jours (et 2 nuits) de croisière aux Bahamas avec repas et animation sur le bateau
- 3 jours (et 2 nuits) d'hôtel à Orlando (Walt Disney World), avec repas

Ne comprend pas le transport jusqu'à Fort Lauderdale.

Choisissez votre semaine de vacances entre ce printemps et le printemps de l'an 2000.

Me contacter pour détails : Lucie Brien (613) 744-6667

100 VISITES LIBRES

PLATEAU ADJ. OUTR., A qui la chance? Prix réduit de 10.000\$. 100.900\$ Sans agent. R. de ch. tr. électr. réno. 100 p.c. murs brique bois franc, terr. cour. 5663 de l'Esplanade. 278-8549.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

NORD DE GOUIN O. Maison Bergeoise 10 pces + gar. près écoles privées. (514)336-9910.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

A 30 MIN. DE MTL (Basses Laurentides). Devenez propriétaire pour seulement 4299 (tout inclus). Grand condo, 2 c.c., air clim. ouvert, insonorisé. Idéal pour investissement. (450)569-9789.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

FACE PARC LAFONTAINE. Vue splendide, 99 étage, 2 c.c., 2 s. de b., 1 rénové. Stat. int., terrasse, s.d'exercices, piscine 844-7133, 528-1778.

121 CANTONS DE L'EST

LAC LIBBY, bord de l'eau, 3 c.c., 1 1/2 s.b., s.lavage, chauff. élect., poêle à combustion lente, terrain 26.000 p.c., paysagier, garage. 189.000\$. (514)933-7638, (450)297-4832 (wired).

130 MAISONS DE CAMPAGNE

REGION RICHMOND - Maison de campagne entièrement rénovée, aires ouvertes, 2 foyers, poutres apparentes, jardins de vivaces, paysage superbe vallonné. Tranquillité. (819)845-2505, (514)489-4795.

132 CHALETES

ST-CALIXTE, bord lac avec plage privée sur la pointe d'une île, à 10 min. de ski Montcalm et 25 min. Mont Garceau. Semi-meublé. Idéal pour famille. 85.000\$. (514)640-0840.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

ST-ALBANS, 4 1/2 fermé, bien éclairé, balcon, Bern près métro Crémazie. 381-0544 (sem. 19h à 20h).

AHUNTSIC, métro Sauvé, beau 5 1/2, h. duplex, entr. lav./séch., 625\$/m. 858-1083 (soir).

APP-HOTEL, près centre-ville, 3 1/2, 4 1/2, joliment meublé, toutes commodités, câble et élec. inclus. 650\$/750\$/mois., 3 mois minimum. 747-1517.

BENNETT, 512, Cours-de-Coubertin, 1er juillet. 525-2659.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

GRAND 5 1/2, 3e chauffé, rénové à neuf, tranquille. 950\$/m. Métro Atwater. 934-0618.

MOREAU/Sherbrooke, grand 7 1/2, 2e, calme et ensoléillé. 2 mn. métro. 700\$. 255-0426.

MÉTRO BEAUBIEN, rue Chambord, 4 1/2, calme, 1er juillet. 375\$. 495-4491.

MÉTRO PIE IX, bas, 7 1/2 + s.s. fini, cour, paisible. Libre juillet. 760\$. (450)347-2723, 528-1818.

N.D.G., 5 1/2, haut duplex, foyer, bisseries, services à prox., tranquille. 750\$/chauffé, juillet. 489-5226.

NOUVEAU BORDEAUX, coin l'Acadie/Gouin, près rivière, 5 1/2, 2e, 2 balcon, 3 c.c., entrée lav./séch. 337-1577 (soir).

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061.

164 CONDOMINIUMS À LOUER

LANGELIER/ROSEMONT, luxueux 5 1/2, haut duplex, 2 s.b., verrières, grand balcon, très ensoléillé. 975\$/993-5313, 254-7812.

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

«PARIS» Xie, très proche centre, 2 1/2, équipé, confortable, chaleureux, semaine et plus. TEL.: (514)352-1059.

BOURGOGNE (France) Petite maison au cœur du vignoble. 450\$/semaine. (418)683-8205 (jour), (418)684-0384 (soir).

176 CHALETES À LOUER

ROSEMONT 3 1/2 (fermées), chauffé, frais peint, 2 entrées, entrée privée. 550\$. Références. 727-2084.

RUE GARNIER, près métro Fabre, 4 1/2, 1 pce dble, 1 ch. fermé, puits de lumière, entr. lav./séch., 450\$/m. 729-8099.

Résidentiel-Commercial Grand 8 1/2, bois franc, cachet, aire ouverte, gr. terrasse, 5 min. métro Jean-Talon + s.s. fini (3 pcs fermées) + 2.000 p.c. chauff. et clim. central. 1.2000\$. 598-0988.

WESTMOUNT logement dans s.s. de résidence privée, foyer, entrée privée, stat. 550\$/élec. + chauff. incl., non-fumeur. Femme de préférence. 276-3701 (jour).

WESTMOUNT, 4 1/2, 2 c.c., planchers bois, équipé, très ensoléillé, 1.150\$/chauffé. 939-9870.

176 CHALETES À LOUER

CHERTSEY Grande maison. Toutes commodités, lac privé, grand terrain. (450)663-7727.

LAC PIERRE, 187 av. de l'Île, St-Alexandre de Roddick. Beau chalet privé, tr. grd terrain, 2 s.b., lav./séch., lav-vaiss. Plage. 5250\$/saison. A voir!

MÉTIS-SUR-MER, 2 et 3 c.c., équipé, prox. golf, tranquille. Sem./mois. (418)562-3121, (418)936-3126.

NOTRE-DAME-DU-PORTAGE, chalet tout équipé, août (1.200\$) juin ou sept. (705) (418)656-6892.

ST-JULIES (15 min. Carleton, Gaspésie) 2 c.c., tt équipé, lac privé, radeau, pédalo, bateau 10 min. Rivière à saumon. 652-6877 ou (418)392-4352.

192 ON DEMANDE À LOUER

PLATEAU Cherche 3 1/2 ou 4 1/2, juil. ou août avec stat. privé int. ou ext. (514)736-6883.

530 COURS

ANGLAIS ANGLOPHONE (Ph. D.) TOEFL. Bases: 200\$. Privé. De 9h à 20h. 489-9937.

ANGLAIS INTENSIF Maitrise McGill. 1990, privé, semi-privé. 849-5484.

546 CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

CLAIRVOYANT RESOUD PROBLEMES affectifs, chance, réussite etc. 486-2714

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

TOUS GENRES DE TRAVAUX. Pelts ou gros. Honnête et fiable. J. Prévost. 387-2613.

575 DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR Courtois, ponctuel, attentionné VINCENT SCALLON, 946-9553

695 AUTOMOBILES

AUDI A4, 1999, 1.8 turbo, man, grise avec int. cuir noir, A-1, 9.800 km, cause: transfert. 37.000\$. (450)434-5555 #221.

AVIS DE DÉCÈS

HEURES DE TOMBÉE

DU LUNDI AU VENDREDI : avant 15h pour publication le lendemain. Télécopieur: 985-3340

POUR INFORMATION 985-3344

LE DIMANCHE : avant 15h pour publication le lundi. Télécopieur: 985-3360

POUR INFORMATION 985-3333

Donner, c'est leur redonner espoir.

Association Canadienne de la Dystrophie Musculaire

1425, René-Lévesque Ouest, bureau 506, Montréal (Québec) H3G 1T7 Tél : 1 800 567-ACDM

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

**ENCADREZ votre PETITE ANNONCE**

**985-3322**

**170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER**

«PARIS» Xie, très proche centre, 2 1/2, équipé, confortable, chaleureux, semaine et plus. TEL.: (514)352-1059.

**BOURGOGNE (France)** Petite maison au cœur du vignoble. 450\$/semaine. (418)683-8205 (jour), (418)684-0384 (soir).

**Résidentiel-Commercial** Grand 8 1/2, bois franc, cachet, aire ouverte, gr. terrasse, 5 min. métro Jean-Talon + s.s. fini (3 pcs fermées) + 2.000 p.c. chauff. et clim. central. 1.2000\$. 598-0988.

**ESPACE COMMERCIAUX À LOUER**

**501 OCCASIONS D'AFFAIRES**

**TELEPHONES PUBLICS À VENDRE!** Réussite financière assurée. Revenu potentiel de 250.000\$ par année. Traductions effectuées à nos bureaux de TORONTO. (416)975-5252 poste 305.

**501 OCCASIONS D'AFFAIRES**

**TRADUCTEURS** Vers le français. Français impeccable. Diplôme universitaire. Expérimenté. Word Perfect/MS Word 4.0, 6.000\$ par année. Traductions effectuées à nos bureaux de TORONTO. (416)975-5252 poste 305.

**501 OCCASIONS D'AFFAIRES**

**TELEPHONES PUBLICS À VENDRE!** Réussite financière assurée. Revenu potentiel de 250.000\$ par année. Traductions effectuées à nos bureaux de TORONTO. (416)975-5252 poste 305.

**501 OCCASIONS D'AFFAIRES**

**TRADUCTEURS** Vers le français. Français impeccable. Diplôme universitaire. Expérimenté. Word Perfect/MS Word 4.0, 6.000\$ par année. Traductions effectuées à nos bureaux de TORONTO. (416)975-5252 poste 305.

## LE MONDE

Timor oriental

## Jakarta et Lisbonne ont signé

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — L'Indonésie et le Portugal ont signé hier à New York un accord sur l'avenir du Timor Oriental qui ouvre la voie à l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie.

L'accord, après seize ans de négociations, a été signé par les ministres des Affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, et portugais, Jaime Gama, et par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Trois documents ont été signés: le plan d'autonomie du territoire, les arrangements de sécurité et les modalités du scrutin. Le vote d'autodétermination doit avoir lieu le 8 août sous la protection d'une police civile de l'ONU. Jakarta s'est engagé à accorder l'indépendance au territoire si les 800 000 Est-Timorais rejettent, comme prévu, son offre d'autonomie.

Kofi Annan, lors d'une conférence de presse, a salué l'accord comme «un moment historique».

Jusqu'à la dernière minute, la question de la sécurité a provoqué de vives dissensions entre les deux délégations au moment où l'escalade de la violence sur le territoire pourrait menacer le processus électoral.

Les milices pro-indonésiennes, soutenues par l'armée, ont lancé ces dernières semaines une campagne de terreur contre les militants de l'indépendance, faisant plusieurs dizaines de morts. Selon des diplomates, M. Annan a persuadé l'Indonésie d'accepter une liste d'exigences de sécurité qui sera soumise sous la forme d'un memorandum à Lisbonne et Jakarta.

M. Annan a exhorté toutes les parties à coopérer pleinement avec les Nations unies qui, a-t-il souligné, ne pourront mener à bien le processus de paix que dans «une atmosphère de calme et de sécurité».

Du côté d'Aceh

Par ailleurs, plusieurs milliers de personnes ont fui la province indonésienne d'Aceh à la suite de violences entre manifestants et forces armées qui ont fait au moins 34 morts parmi les civils lundi, rapportent des témoins sur place.

«Quatre cents familles, comprenant chacune au moins dix personnes, ont quitté leurs maisons», a expliqué Uziaddin, un étudiant qui a pris part à la manifestation lundi.

Les organisations de défense des droits de l'homme rapportent qu'au moins 34 personnes ont été tuées par des tirs des forces de sécurité indonésiennes contre des manifestants non armés à Krueung Geukueh, ville industrielle de la province d'Aceh, elle-même située à 1600 kilomètres au nord-est de Jakarta.

De source militaire, on indique que le bilan des violences — les soldats auraient tiré en état de légitime défense — de lundi s'établit à 31 morts.

Hier, Krueung Geukueh semblait calme mais les hôpitaux de la capitale provinciale voisine, Lhokseumawe, accueillent toujours des victimes des tirs et leurs familles.

Commission européenne

## Prodi fait vœu d'indépendance

YVES CLARISSE  
REUTERS

Strasbourg — Romano Prodi, qui a obtenu hier la confiance d'une très large majorité du Parlement de Strasbourg pour la présidence de la Commission européenne, a fait vœu d'indépendance dans le choix de son «gouvernement».

L'ex-premier ministre italien a été investi par 392 voix pour, 72 contre et 41 abstentions avant d'être salué par une ovation de l'hémicycle strasbourgeois.

Le contraste était saisissant avec le résultat obtenu en 1994 par Jacques Santer, qui avait vu sa nomination approuvée du bout des lèvres — 260 voix pour et 238 contre — par des députés qui lui reprochaient de devoir son poste au veto britannique à l'encontre du premier ministre belge Jean-Luc Dehaene.

Le score de Romano Prodi aurait même été plus confortable encore si quelques députés socialistes, communistes et verts n'avaient pas rejoint le camp de ses opposants, composé pour l'essentiel de l'extrême droite opposée à l'Europe fédérale.

Une partie de la gauche reproche en effet à ce professeur d'économie profondément croyant son enthousiasme pour la libéralisation et sa référence à la culture chrétienne dans le discours qu'il a prononcé mardi devant le Parlement européen. «Libéral et antilaïque, voilà qui est trop pour un homme de gauche et qui justifie un vote contre l'investiture de M. Prodi», a déclaré le socialiste français André Laignel.

Romano Prodi s'est défendu en

soulignant qu'il n'avait pas voulu répéter hier le plaidoyer en faveur de l'Europe sociale qu'il avait prononcé en avril dernier à Strasbourg.

«Droit de veto»

À peine investi, il a d'ailleurs donné des gages aux députés, qui lui avaient demandé de faire preuve d'indépendance dans le choix des 19 commissaires qui l'aideront dans sa mission de réforme d'une commission accusée à la démission après la publication d'un rapport sur les fraudes dans l'institution.

L'homme qui a fait entrer l'Italie dans l'euro n'entend pas se laisser imposer des commissaires par les gouvernements des Quinze (dans un lapsus révélateur, il a parlé de «préparer [son] gouvernement») et veut en être le véritable chef. Alors que les Quinze ont l'habitude de nommer leurs «représentants», Romano Prodi a expliqué qu'il fera usage des dispositions du traité d'Amsterdam entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai. «J'aurai un droit de veto sur les commissaires», a-t-il dit.

Acceptera-t-il que des membres de la commission sortante soient renommés? Oui, a-t-il répondu, à condition qu'ils n'aient «aucune tâche et aucune ombre dans leur passé».

Cela exclut des personnalités comme Edith Cresson, accusée de népotisme par le rapport d'un comité de sages et que le gouvernement français n'entend pas renommer, mais cela pourrait aussi poser des problèmes à des personnalités qui sont citées dans ce rapport sans être directement mis en cause.

Romano Prodi a également dit vouloir une commission équilibrée politiquement et entre les hommes et les femmes. Il veut aussi avoir la haute main sur la répartition des portefeuilles, au risque de décevoir les appétits de certains pays qui, comme la France, veulent la concurrence.

La nouvelle équipe sera présentée dès le 21 juillet devant le nouveau Parlement européen issu des élections de juin. Les commissaires subiront ensuite des auditions parlementaires début septembre avant que la commission tout entière ne subisse un vote d'investiture à la mi-septembre, ce qui lui permettra d'entrer en fonction.

Que se passera-t-il si les députés européens estiment que certains commissaires n'ont pas les qualités requises? «Il faudra négocier avec les gouvernements», a dit Romano Prodi, octroyant ainsi au Parlement un droit d'investiture individuel que les traités ne lui accordent pourtant pas.

Une fois en place, le président de la commission entend bien être le chef de son équipe en utilisant le pouvoir de sanctionner des commissaires qui se comporteraient mal ou qui ne lui «obéiraient» pas, ce qui était impossible avant Amsterdam.

«Je ne peux pas congédier un commissaire, mais je peux changer les portefeuilles», a-t-il expliqué en soulignant



REUTERS

La main haute sur son «gouvernement»

que cela pouvait aller jusqu'à priver le faufit de son maroquin.

Enfin, la réforme de la culture administrative de la commission, qui est plutôt le conglomérat de 20 cultures administratives nationales, devrait changer avec son arrivée.

Il a ainsi promis de se doter d'un cabinet multinational avec un «chef» (directeur) qui ne sera pas italien.

## Aveux démentis de l'ex-préfet de Corse relativement à un incendie criminel

Son successeur est nommé par le gouvernement français

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ajaccio — Gérard Pardini, ex-directeur de cabinet du préfet de Corse, Bernard Bonnet, a été mis en examen et écroué, hier à Ajaccio, par le juge Patrice Camberou chargé du dossier de l'incendie criminel d'un restaurant de plage près d'Ajaccio, a annoncé son avocat, Marie-Micheline Léandri.

M. Pardini a été mis en examen pour «complicité de destruction volontaire de bien appartenant à autrui par incendie en bande organisée» avant d'être écroué dans l'attente du débat contradictoire, selon son avocat M<sup>e</sup> Léandri.

M. Bonnet devait également se voir signifier sa mise en examen dans la soirée. Mardi soir, M<sup>e</sup> Kiejman avait jugé «possible» le placement en détention de son client.

Deux heures avant sa mise en garde à vue, lundi soir à Ajaccio, Bernard Bonnet avait écrit au ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, pour réaffirmer son innocence dans l'incendie volontaire de la paillote.

De source judiciaire, on indiquait qu'un membre du commando, le lieutenant Lionel Dumont, mis en examen mardi soir, a déclaré aux enquêteurs que le colonel Henri Mazères, patron des gendarmes de Corse, lui avait dit que le préfet Bonnet avait donné l'ordre de mener cette opération.

L'autorité de l'État

Jean-Pierre Lacroix, un préfet d'expérience, a été nommé en Corse

hier pour tenter de restaurer l'autorité de l'État dans l'île et tourner la page du tout-répressif incarnée par Bernard Bonnet au lendemain de l'assassinat du préfet Claude Erignac.

Jean-Pierre Lacroix, qui était préfet du Val d'Oise depuis février 1998, succède à Bernard Bonnet, placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'incendie d'une paillote par des gendarmes et nommé préfet hors cadre lors du conseil des ministres.

«Les styles seront différents», dit-on dans l'entourage du premier ministre Lionel Jospin, où l'on souligne que cet homme de bientôt 57 ans représente «un bon équilibre entre autorité et dialogue, esprit de finesse et rigueur». «On voulait quelqu'un de solide qui inspire confiance aux fonctionnaires traumatisés par ce qui vient de se passer mais qui puisse aussi avoir avec les Corses des relations normales, d'homme à homme mais sans démagogie», ajoute-t-on.

Ce changement d'homme n'implique aucunement un changement de politique, a assuré le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, après le conseil; la politique de rétablissement de l'État de droit en Corse et de développement de l'île «sera maintenue» et «le cap sera gardé».

Jean-Pierre Lacroix l'a confirmé dans ses premières déclarations à Radio-France-Corse Frequenza Mora. Il a

aussi affirmé vouloir instaurer avec les Corses un dialogue et un partenariat «dans le cadre de la règle républicaine».

«Ne pas laisser un vide»

Jean-Pierre Chevènement a souligné qu'il fallait à ce poste un homme «solide» et «déterminé» pour accomplir une tâche «exceptionnellement rude» et qu'il avait assuré le nouveau préfet qu'il aurait «tous les moyens nécessaires».

«Je crois que le préfet Lacroix est tout à fait l'homme qui convient dans les circonstances actuelles», a-t-il ajouté. Il a souligné que le préfet était «volontaire» pour cette mission.

On précise à Matignon que Jean-Pierre Lacroix, choisi notamment pour sa personnalité, a été le premier appelé parmi les préfets pressentis et qu'il «a dit tout de suite oui». L'entourage du premier ministre fait valoir la variété de l'expérience de Jean-Pierre Lacroix, qui a notamment été préfet dans de grands départements, comme le Morbihan. Il a eu des fonctions à l'administration centrale, tant au ministère de la Défense qu'à celui de l'Intérieur, notamment en tant que directeur central de la police territoriale, en 1992.

Mais on insiste aussi beaucoup, à Matignon, sur l'expérience qu'il a acquise outre mer dans des circonstances difficiles, en tant que préfet de Guyane en 1988-90.

EN BREF

## Violences en République dominicaine

Saint-Domingue (AFP) — Deux jeunes gens ont été tués par balle et plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées hier en République dominicaine lors d'une première journée de grèves de protestation contre le délabrement des services publics, selon des porte-parole des syndicats. Un jeune homme de 26 ans, Lenny Torres Almonte, a été tué par balle à la sortie de son travail, dans la province de Moca. Un adolescent de 13 ans, blessé par une balle tirée par la police, selon les syndicats, est décédé à Barahona. William Garcia, porte-parole de la coordination qui a organisé le mouvement, a accusé la police d'être responsable de ces deux morts. Jacinto Breton, porte-parole du Front élargi de lutte populaire, un des syndicats qui a appelé à la mobilisation, a dénoncé les opérations de police contre les grévistes. Les organisations syndicales avaient appelé à des arrêts de travail et à d'autres moyens de pression; ils exigeaient du président Leonel Fernandez qu'il tienne les promesses faites lors de sa campagne d'améliorer les services publics et de terminer plusieurs travaux d'aménagement.

## Colombie: les passagers sont libérés

Bogotá (AFP) — La guérilla colombienne de l'Armée de libération nationale (guevariste) libérera avant la fin de la semaine les 32 passagers d'un avion d'Avianca qu'elle détient depuis le 12 avril dernier, a annoncé hier le procureur général de la nation, Jaime Bernal. Jaime Bernal a fait cette annonce après être parvenu à un accord avec deux représentants de la guérilla. Une religieuse équatorienne, un Américain résidant au Mexique, un pilote hongrois, un commerçant panaméen et une personne ayant la double nationalité colombienne et vénézuélienne font partie des otages, selon les autorités. L'appareil, un Fokker-50 de la compagnie colombienne Avianca, a été détourné par cinq rebelles, lorsqu'il faisait la liaison entre Bucaramanga et Bogotá, avec 41 passagers à bord. Neuf otages, parmi lesquels un bébé, une femme enceinte, plusieurs vieillards et un missionnaire italien, ont été libérés il y a deux semaines.

## Condamnations au Mexique

Mexico (AFP) — Le massacre de 17 paysans à Aguas Blancas (État de Guerrero) en 1995 a mené à la condamnation à 19 ans de prison de deux hauts fonctionnaires de cet État, Esteban Mendoza et Manuel Ramos (police motorisée de Guerrero), selon une décision de la Cour d'appel rendue publique lundi soir. Mendoza était directeur de l'Intérieur sous le gouverneur Rubén Figueroa, lequel dut démissionner quand on sut que la bande vidéo du massacre avait été trafiquée pour empêcher que l'on implique la police motorisée dans ces représailles. Peu après faisait son apparition une nouvelle guérilla, l'EPR (Armée populaire révolutionnaire).

## TRANSCANADA SERVICES

LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ DE RELOCATION SPÉCIALISÉE  
DANS L'INSTALLATION DES CANADIENS À PARIS.NOTRE OBJECTIF EST DE DÉLIVRER VOTRE ENTREPRISE  
DES PROBLÈMES MATÉRIELS ENGENDRÉS PAR LA MOBILITÉ  
GÉOGRAPHIQUE DE VOS SALARIÉS.C'EST À LA FOIS UN GAIN DE TEMPS ET DES FRAIS MOINDRES.  
C'EST UN SERVICE À FORTE VALEUR AJOUTÉE.DÈS LORS, VOTRE PERSONNEL EST DISPONIBLE,  
MOTIVÉ ET EFFICACE.NOTRE ÉQUIPE SE COMPOSE DE FRANÇAIS AYANT VÉCU  
AU QUÉBEC ET AU CANADA. NOUS SOMMES DONC CAPABLES DE  
COMPRENDRE ET D'INTERPRÉTER NOS DIFFÉRENCES CULTURELLES.

Tél.: 33 (0) 1 47 45 10 53

Fax: 33 (0) 1 47 47 88 93

POUR PLUS DE DÉTAILS, VENEZ VISITER NOTRE SITE WEB! <http://www.transcanserve.com>

## É D I T O R I A L

## L'arrogance des riches

L'Ontario ira donc en élections au début de juin et c'est avec cette idée en tête que le gouvernement Harris a présenté cette semaine un budget comportant de nouvelles baisses de taxes et d'impôt. L'Ontario est à ce point euphorique qu'elle a oublié de tirer les leçons de la dernière récession qui l'avait pourtant frappée plus durement que les autres.

Les conservateurs de Mike Harris n'ont cessé de se réjouir de la situation économique qui prévaut dans leur province: le taux de chômage sous la barre de 8%, la croissance la plus forte de tous les pays du G7, le nombre d'assistés sociaux en baisse constante et le revenu moyen des ménages à la hausse... Résultat de cette conjoncture favorable, le gouvernement ontarien a enregistré au cours du dernier exercice des revenus budgétaires plus élevés que ce qu'il avait prévu, et ce, malgré une réduction des impôts dont on dit qu'elle serait à l'origine de tout.

La vérité est moins gratifiante: si l'Ontario est en aussi bonne posture, ce n'est pas tant à cause des baisses d'impôt que parce qu'elle est la province qui profite le plus du pacte de l'auto, par lequel les fabricants sont forcés de produire au Canada pour être en mesure de nous vendre leurs véhicules sans frais de douane.

Encore récemment, Toyota annonçait la construction d'une usine de montage qui emploiera plus de 3000 travailleurs dans le sud de la province, sans compter les emplois induits chez les sous-traitants et dans l'industrie de la construction. Une nouvelle comme celle-là est presque monnaie courante chez nos voisins qui trouvent même à redire quant au choix de la ville. Ici, elle serait célébrée comme la nouvelle de la décennie.

Enfin, l'Ontario a exporté vers les États-Unis plus de véhicules que tous les autres pays du monde réunis. Pourtant, les Ontariens eux-mêmes ne produisent aucun modèle de voiture qui leur soit propre et ils n'ont jamais rien inventé qui améliore le produit. Plus chanceux que cela, tu gagnes à la loterie!

Si le gouvernement Harris est en mesure de baisser les impôts autant qu'il le fait depuis quatre ans sans diminution de revenus, c'est que l'économie américaine qui achète 90% des exportations de l'Ontario tourne à plein régime. Le Québec aussi profite de cette bonne conjoncture, mais dans une moindre mesure et en déployant des efforts autrement plus importants.

Cette année, le déficit de l'Ontario sera de 2,1 milliards malgré les recettes extraordinaires perçues de la privatisation de l'autoroute 407 et malgré l'augmentation des transferts fédéraux. En d'autres mots, le gouvernement Harris a choisi d'emprunter pour réduire les impôts. Une stratégie qui n'est permise qu'aux riches mais qui pourrait tout de même lui jouer des tours avant la fin d'un second mandat.

La première réaction devant les baisses de taxes accordées aux contribuables ontariens en est une de jalousie. Mais à y regarder de plus près, on en vient à se scandaliser de cette forme de concurrence fiscale inéquitable imposée par la plus choyée des provinces canadiennes aux provinces moins fortunées qui doivent offrir des services publics de qualité tout en menant la lutte pour la création d'emplois. En Europe, une stratégie comme celle de Mike Harris, qui consiste à faire la chasse aux investisseurs étrangers avec l'arme de la baisse des impôts et des services sociaux, serait condamnée pour dumping social et fiscal par les partenaires de l'union. Au Canada, a-t-on jamais entendu un membre du gouvernement central critiquer ouvertement ce comportement déloyal de Mike Harris à l'endroit des autres membres de la fédération? Au contraire, parce qu'elle est la province la plus fortement représentée au sein du gouvernement Chrétien, l'Ontario a même récemment obtenu d'Ottawa un nouveau partage des transferts en matière de santé qui lui rapportera des milliards de plus au cours des prochaines années.

Les élections qui auront lieu en juin chez nos voisins rapportera peut-être Mike Harris au pouvoir. Mais contrairement au passé récent, il n'est pas certain que les décisions de ce gouvernement ne lui joueront pas quelque petit tour. Car, rappelons-nous, il y a un revers à se laisser porter sans plus d'efforts sur la vague de l'économie américaine: advenant un ralentissement, l'Ontario risque plus que tout autre de subir les contrecoups de la chute de ses exportations, comme cela s'est produit en 1992. Si elle n'a pas remis de l'ordre dans ses finances tout en se privant de revenus, on pourra toujours lui rappeler l'histoire de la cigale, cette charmante bestiole des temps doux.

jsansfacon@ledevoir.ca

## Le retour de l'ONU

Il y a loin de la coupe aux lèvres. L'espoir que suscite l'accord au sein du G8 sur le principe d'une force militaire internationale au Kosovo, sous l'égide des Nations unies, apparaît bien faible lorsque l'on voit l'acharnement avec lequel les forces militaires serbes et celles de l'OTAN poursuivent leurs actions respectives sur le terrain. La répression contre les Kosovars s'accroît tandis que les frappes aériennes de l'OTAN gagnent en intensité. Mais il y a, enfin, cette lueur que de part et d'autre on se garde bien d'étouffer, conscient que l'on est, au 43<sup>e</sup> jour de ce conflit, que la solution diplomatique s'impose.

Cet accord, bien que très incomplet, est une avancée importante car il lève deux obstacles majeurs à la recherche d'une solution politique. Tous reconnaissent maintenant que la Russie est un partenaire incontournable à d'éventuels pourparlers de paix, rôle que ce pays est visiblement disposé à jouer désormais pleinement. Également, tous admettent que la mise en œuvre de toute solution diplomatique passera, au moins en partie, par les Nations unies. Le ballet diplomatique auquel le Russe Viktor Tchernomyrdine et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, se sont livrés ces derniers jours les inscrit au cœur du débat.

Les pays de l'OTAN qui avaient au point de départ exclu la Russie et les Nations unies, convaincus qu'ils étaient de la supériorité des armes sur la diplomatie, doivent convenir que la victoire totale est hors de portée. Aller au bout de la solution militaire signifie des pertes de vie considérables chez les civils serbes, et surtout chez les Kosovars dont le régime Milosevic se sert comme bouclier; cela veut aussi dire l'envoi de troupes terrestres, ce à quoi l'opinion publique, particulièrement aux États-Unis, n'est pas prête. Le gouvernement serbe, tout près soit-il d'un effondrement militaire comme on le prétend à Bruxelles, le sait et s'en servira dans une éventuelle négociation. Le temps est son allié.

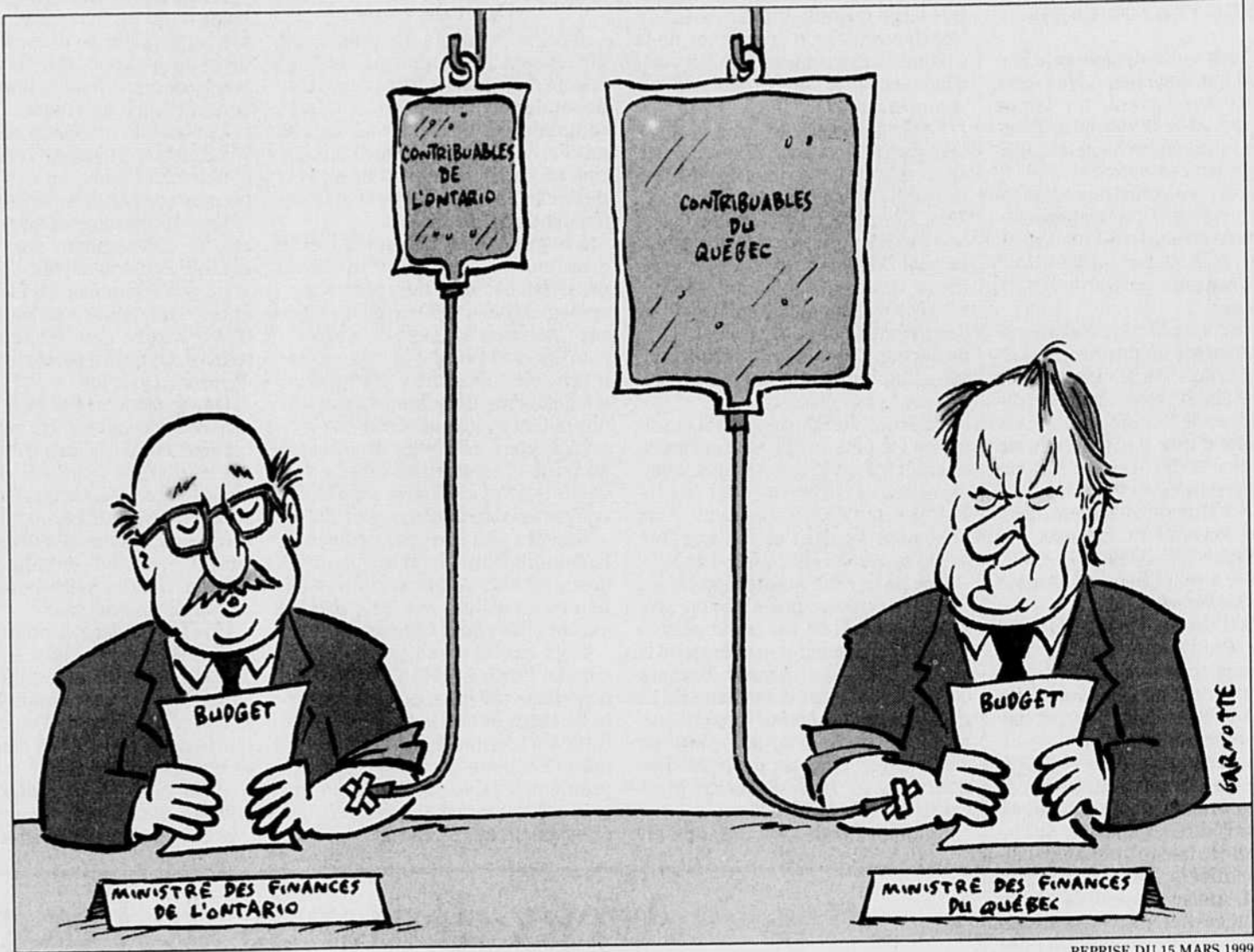
On est encore loin de la fin des frappes. Les pays de l'OTAN n'acceptent pas encore que les Nations unies dirigent sans eux une future force internationale chargée de faire respecter un règlement de paix. Ils estiment devoir y jouer un rôle prépondérant. Ils devront cependant admettre que seul le drapeau de l'ONU est unificateur. La Russie en est pour sa part convaincue et, avec elle, il faut le reconnaître car elle a, et le déroulement du conflit jusqu'ici l'a démontré, une meilleure connaissance de la politique serbe que le monde occidental qui saura accepter son argument si, en contrepartie, elle persuade la Serbie de se rendre aux exigences de l'OTAN.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON  
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



REPRISE DU 15 MARS 1999

## L E T T R E S

## Des difficultés dans les bibliothèques

Avant que ne soient jetées les fondations de la Grande Bibliothèque de Québec, nous nous permettons, à titre de chercheurs indépendants, d'attirer l'attention sur des difficultés que nous rencontrons dans la fréquentation actuelle des bibliothèques.

À la Bibliothèque Centrale de Montréal, qui fera bientôt partie du patrimoine de la Grande Bibliothèque, les chercheurs qui doivent fréquemment se référer aux livres anciens (ex.: Magasin 2) se voient obligés, depuis mai 1998, de verser un dollar pour chacun des livres, et ce, même pour les volumes en consultation. La consultation a toujours été gratuite et nous croyons qu'elle doit le rester. De plus, le Magasin 2, situé rue Iberville, à l'extérieur de la Centrale, entraîne des délais de consultation préjudiciables.

Par ailleurs, le fonds Saint-Sulpice n'est pas accessible sur ordinateur. Pour consulter le fichier archaïque, il faut se rendre sur place sans pouvoir profiter des supports informatiques courants qui permettent les croisements de l'information. Nous espérons que la nouvelle Grande Bibliothèque fera disparaître ces difficultés et offrira des heures d'ouverture plus longues que celles récemment écourtées à la Bibliothèque Centrale.

Marguerite Chagnon  
Secrétaire, Centre de recherches sur l'atelier  
de L'Arche, 1900-1925  
Montréal, mai 1999

## L'urgence de la laïcisation

Le rapport Proulx sur la professionnalité à l'école sonne l'alarme en posant le problème d'une société qui n'a pas encore compris les bienfaits de la laïcisation.

Les tenants de la professionnalité à l'école ont voulu faire croire à la population que la laïcité amène une société sans religion. Aucunement! La société laïque permet plutôt l'expression de toutes les confessions sans en favoriser aucune. L'exemple américain est patent. Malgré le caractère laïque de la société américaine, il n'y a pas de peuple plus religieux.

La laïcisation doit apporter une nouvelle mentalité qui consacrerait l'égalité de droits pour tous, ce qui n'est pas du tout évident présentement quand les catholiques et protestants jouissent de privilèges. Les minorités religieuses n'ont pas ces privilèges.

Cette égalité en droits doit favoriser le développement des forces et talents de chaque individu, homme, femme, Blanc, Noir, catholique, non-catholique, etc. Cette conception de l'égalité entre tous suppose que la valeur des individus n'est pas vue en fonction de leur religion ou de leur race, mais bien en fonction de leur dignité humaine propre.

Je crois que le Québec n'a aucun avenir sans laïcité.

Il faut voir le comportement agressant des défenseurs de l'école professionnelle pour comprendre comment une mentalité de privilèges peut nuire à cette conception de l'égalité pour tous, catholiques comme non-catholiques. Car l'école professionnelle divise et catégorise, alors que nos enfants ont besoin de valeurs et de projets communs ou ils apprendront à partager des idéaux constructifs pour la société.

Non, la laïcisation n'est pas une nouvelle religion! Elle est un outil pour se dépasser.

Michel Gaudette  
Trois-Rivières, 21 avril 1999

## Les avions la nuit

L'avion qui décolle, avec ou sans la permission des responsables, le matin du 26 avril 1999, dès 6h36, réveille-t-il les résidents de Dorval qu'il survole? Ces résidents peuvent-ils se rendormir sans mot dire ou sans maudire tous les responsables irrespectueux et insoucieux?

Le gouvernement et ses gouvernants se cachent

ils derrière l'ADM, une des agences occultes, comme d'ailleurs la Fondation des bourses du millénaire, pour faire les sales tâches et qui peut vous envoyer promener sans vergogne?

Les responsables des poursuites (GRC) ou des mises en accusation, de ceux qui permettent des infractions aux règlements concernant le trafic aérien dans les aéroports, n'attendent peut-être que des plaintes formelles pour commencer à agir.

Le règlement ne spécifie-t-il plus qu'aucun avion ne doit atterrir ni s'envoler entre 23h et 7h le lendemain?

Roger Thinel  
Dollard-des-Ormeaux, 26 avril 1999

## Des opérations comptables

Je suis une femme dans la trentaine et je brûle d'environ d'émettre mon opinion sur le récent dépôt du rapport intitulé *Pacte 2000*.

À la fin des dernières années, on a allégrement démantelé le réseau de la santé en oubliant totalement le principal intéressé, le patient. Résultat: on est aujourd'hui en train de tout reconstruire, ou presque.

À mon avis, il ne s'agissait là que d'une opération comptable, rien de plus.

Après un tel succès, on se propose maintenant de démanteler le monde municipal sans penser au contribuable. On s'apprête à passer à la création d'un nouveau palier de gouvernement, à l'imposition de nouvelles taxes, à une fusion «mur à mur» sans tenir compte du sentiment d'appartenance et de la proximité du citoyen du processus décisionnel.

À mon avis, il s'agit là, encore une fois, d'une autre opération comptable, rien de plus. Et le citoyen, le contribuable, à quoi doit-il s'attendre cette fois?

Ce rapport se veut une réflexion très théorique et très technocratique, et je n'y vois personnellement rien de bien positif pour le contribuable et le citoyen qui, une fois de plus, devra se laisser mener là où il ne tient pas nécessairement à aller.

Dominique Blanchard  
Longueuil, 26 avril 1999

## La folie des grandeurs

À la lecture et à l'écoute des informations traitées et rapportées par les médias sur le rapport Bédard, il m'apparaît que les partisans du gigantisme structurel ont le vent dans les voiles. *Small is beautiful* est honni au profit du *Bigger is better*.

Les porte-parole de cette nouvelle mode ne nous proposent pas de payer moins de taxes ou d'avoir moins d'élus, ils tentent plutôt de nous vendre de nouvelles structures plus lourdes et plus loin du citoyen. Nul n'a besoin d'une profonde analyse pour connaître l'impact de mégastuctures: plus de taxes, services dépersonnalisés et bureaucratie plus lente à faire bouger.

Le gouvernement provincial veut se donner belle image en gelant, et peut-être un jour en réduisant nos impôts, mais au bout du compte, ma facture ne sera pas allégée et j'aurai perdu une partie importante de mon influence de citoyenne sur les élus locaux, qui seront en voie de disparition ou peut-être plus éloignés de la réalité quotidienne.

Suzanne Leclerc  
Sainte-Anne-des-Plaines, 23 avril 1999

## Combats extrêmes sur glace

Je comprends mal qu'il faille obtenir un permis gouvernemental pour tenir des combats extrêmes sur les réserves ou ailleurs! On peut si facilement en voir, lors des parties de hockey qu'on présente au Centre Molson par exemple, devant 20 000 spectateurs.

Ils sont même télévisés pour qu'un plus grand nombre de personnes puissent les voir.

Ces combats féroces et ensanglantés sont-ils permis parce qu'ils se tiennent sur la glace? Quand on voit deux adultes se tabasser comme des voyous jusqu'au sang, est-ce plus instructif et formateur pour la jeunesse, qu'on voudrait moins violente, parce que ce sont des millionnaires hoc-

keyeurs qui se donnent en spectacle et qui vont même se mettre jusqu'à trois pour «régler le sort d'un adversaire»?

Les policiers n'hésiteraient pas à arrêter et à conduire en prison des hommes (ou des femmes) qui se battraient aussi féroce dans n'importe quelle place publique ou dans n'importe quelle rue!

Je trouve bien triste de voir que notre sport, dit national, soit rendu aussi bas, et je regrette moins de voir que les Américains soient en train de se l'accaparer.

Bernard Lebel  
Rimouski, mai 1999

## Les joyeux naufragés montréalais

Le *Devoir* des samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 mai 1999 publiait un cahier intitulé *Montréal, une île à découvrir*. Nous aimerions ici reprendre un aspect central non discuté dans ce dossier: le sentiment d'illégitimité des Montréalais.

Tous reconnaîtront que Montréal est une île et ce, même si les nombreux ponts et navettes, identifiés par Réginald Harvey dans son article *«Une île urbaine baignée de verdure»*, reliant l'île de Montréal aux villes avoisinantes, lui donnent plutôt une allure de presqu'île.

Cependant, si l'on reconnaît à Montréal le titre d'île sur la seule base de la géographie physique, force nous est de constater que l'Amérique doit recevoir le même titre.

Ainsi, voilà donc que disparaît le traditionnel duo île-continent.

Parions cependant que si quelqu'un vous avait offert un séjour sur une île, vous n'auriez pas pensé au fait que celui-ci puisse se dérouler à Anjou ou à Westmount. L'île, dans l'imaginaire, n'est-elle pas le plus souvent associée au sud ou au calme plat, comme dans l'expression «île déserte»?

Quels lieux éveillent le sentiment d'illégitimité des Montréalais? Les Montréalais ressentent-ils davantage leur insularité au cœur du Montréal souterrain ou à l'intersection des rues Sherbrooke et Saint-Denis? Plus généralement, y a-t-il des gens éprouvant un sentiment d'illégitimité sur cette île?

Martin Bouchard  
Étudiant à la maîtrise en géographie  
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 2 mai 1999

## Une guerre «éthique»?

Pourquoi le gouvernement canadien applaudit-il la déclaration du président tchèque, Vaclav Havel, selon lequel la guerre menée par l'OTAN au nom des «droits humains» est éthique, alors qu'on recense dans son propre pays quelque 250 000 réfugiés gitans (*gypsies*), appauvris, victimes de discrimination et de racisme, et à qui le gouvernement tchèque refuse le droit à la citoyenneté?

Y aura-t-il des élus au Parlement canadien pour soulever cette question, ou dorment-ils sur cette curieuse unanimité qui les anime tous et toutes en temps de guerre?

Bref: nul ne pourrait douter que si on suivait la logique guerrière et pathétique de l'OTAN, il faudrait plutôt envoyer à la tête du gouvernement tchèque des bombes provenant de nos F-18 canadiens...

Benoit Foisy  
Montréal, mai 1999

## La nature répondra aux attaques

Le monde n'a pas été créé pour une société industrielle polluante et destructrice. C'est de cela qu'il s'agit. Depuis deux siècles, les hommes ont fait fausse route et vont le payer cher. La nature répondra à ces attaques par des moyens simples mais terribles tels que des ouragans, des tempêtes gigantesques et des pluies diluviennes.

Comme cela s'est déjà produit au temps du Déluge. Tout sera emporté une fois de plus et tout recommencera. C'est l'éternel retour.

Raymond Lévesque  
Longueuil, 27 avril 1999

## IDÉES

L'école catholique face aux immigrants juifs du début du siècle

## Rien de plus qu'une tolérance légale

PIERRE ANCTIL

Directeur général de la Fondation Miriam et auteur de Tur Malka - Flâneries sur les cimés de l'histoire juive montréalaise, Éditions du Septentrion, 1997.

Loin de moi l'idée de lancer une nouvelle polémique dans un domaine d'études qui a beaucoup souffert, au cours des dernières années, de virulentes confrontations d'idées et de stériles discussions. Je m'en serais toutefois voulu de ne pas avoir réagi au texte publié par Robert Gagnon dans l'édition du 1<sup>er</sup> mai du *Devoir*, qui, malheureusement, par son propos, jette la confusion dans un secteur clé de l'histoire juive québécoise, soit l'intégration scolaire.

La binarité confessionnelle et accessoirement linguistique du réseau scolaire québécois réussit très bien, immédiatement après la Confédération, à intégrer les nouveaux venus jusqu'à ce qu'il s'en présente qui ne soient ni catholiques ni protestants. Comble de malheur, ces inclassables yiddishophones prennent la tête du peloton et battent à Montréal des records de progression démographique pour une tierce communauté. Le fait est déterminant car l'entente constitutionnelle de 1867 prévoyait, par l'entremise de son article 93, que l'école publique québécoise serait confessionnelle catholique ou protestante et rien d'autre.

Les autorités scolaires et politiques duent donc composer avec une population de tradition mosaïque non protégée par les conventions juridiques alors en vigueur, à tel point qu'en 1902, un juge concluait, comme le rappelle très justement Arlette Corcos dans son ouvrage récent sur la question, que «les juifs n'ont légalement aucun droit d'accès aux écoles catholiques ou protestantes de Montréal. Toute admission dans une de ces écoles est une faveur, sujette aux conditions imposées par la commission scolaire».

Voilà donc en quoi la situation des juifs de Montréal n'était à nulle autre pareille sur le plan scolaire: les enfants n'étaient que tolérés légalement et leurs parents n'avaient pas le droit de faire élire un des leurs au niveau administratif. Ceci étant dit, et si l'anglais avait été pour des raisons évidentes préféré comme langue d'enseignement, pourquoi les juifs n'auraient-ils pas choisi, tant qu'à faire, autant l'école catholique que protestante? Les deux systèmes n'avaient-ils pas à leur disposition des secteurs anglophones de nature très différente, certes, mais à la limite équivalents, au premier abord, aux yeux d'immigrants récents qui ignoraient les arcanes de la bureaucratie scolaire?

Or, Robert Gagnon nous le rappelle, les juifs bien établis signent en 1903, avec la



JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

L'opposition féroce, en 1930, du haut clergé catholique à la création d'une commission scolaire juive devrait nous convaincre que les juifs n'étaient guère tolérés à cette époque, même à l'intérieur d'un réseau parallèle.

bénédiction des autorités provinciales, une entente globale avec les protestants qui couvre tous les besoins de la population d'âge scolaire de confession juive. Il y a cependant là beaucoup plus qu'un affaire de taxation et de partage de l'assiette fiscale, ou encore d'attrait face à la mobilité sociale plus grande promise par le système anglo-britannique. Les leaders juifs optent en réalité à cette date pour le moins pénible de deux solutions: ils se tournent du côté de la fraction de la société québécoise qui les repousse le moins. À la même époque en effet, les autorités ecclésiastiques et scolaires franco-catholiques se gardent bien, à Montréal, de négocier avec les juifs ou de leur offrir un choix raisonnable. De toute évidence, comme cela sera le cas cinquante ans plus tard avec les autres minorités religieuses chrétiennes ou avec les juifs sépharades de surcroît francophones, elles n'entreprennent aucune démarche sérieuse

de recrutement ou de rapprochement en vue d'obtenir leur part de la clientèle qui se profile à l'horizon.

Les dirigeants de la CECCM et des autres commissions scolaires catholiques de l'île de Montréal sont bien attentifs, au cours des premières décennies de ce siècle, à ne pas révéler le fond de leur pensée à ce sujet. De nombreux prêtres et notables n'ayant pas partie liée avec les milieux scolaires prennent toutefois le relais et disent tout haut ce que les premiers pensent tout bas, notamment lors du fameux procès pour diffamation intenté à Québec en 1913-14 par des plaignants juifs contre le notaire Plamondon.

À cette occasion, des enseignants du Grand Séminaire de Québec viennent répéter publiquement, et avec conviction, tous les préjugés antisémites véhiculés par une certaine presse de droite en France, notamment que le Talmud permettait

aux juifs de tromper les chrétiens, de les exploiter matériellement, sinon d'utiliser leur sang à des fins sacrificielles. Une génération plus tard, nul autre que le chanoine Cyrille Labrecque écrira en 1934, dans *La Semaine religieuse de Québec*: «À côté de leurs qualités très grandes, les juifs ont ordinairement des défauts très graves, qui les rendent nuisibles dans une société chrétienne. Il faut donc parer aux inconvénients de leur présence et pour y parer, les mesures d'exception deviennent assez souvent nécessaires.»

L'opposition féroce, en 1930, du haut clergé catholique à la création d'une commission scolaire juive et à l'entrée de ses représentants au Conseil de l'instruction publique devrait achever de nous convaincre rétrospectivement que les juifs n'étaient guère tolérés à cette époque, même à l'intérieur d'un réseau parallèle. Faut-il croire pour autant que les tenants de la foi protestante aient été, dans leurs institutions scolaires, plus aimables et conciliants envers les juifs? Pas vraiment. Le fait demeure cependant que les enfants juifs se trouvaient presque tous dans le giron protestant au moment crucial de l'intégration de leur communauté à la société québécoise, soit à la période de l'entre-deux-guerres. De là vient, entre autres, le fait que les immigrants juifs est-européens adopteront l'anglais comme langue maternelle à la génération suivante.

Certes, l'école publique franco-catholique n'excluait pas les enfants juifs de ses rangs et ne leur refusait pas non plus l'accès à ses classes. Cela n'était pas nécessaire. Ses dirigeants avaient croisé les bras au début du siècle au moment où une invitation aurait dû être adressée aux parents juifs, et les sinistres échos de certains antisémites notoires avaient fait le reste. Les catholiques n'avaient pas non plus consenti de grands efforts pour forcer une révision complète du système de taxation scolaire. Voilà pourquoi, au début des années 30, les écoles catholiques de Montréal étaient fréquentées presque exclusivement par des catholiques alors que les institutions protestantes correspondantes comptaient 30 % de juifs.

Contrairement à Robert Gagnon, je ne crois pas que les archives de la seule CECCM suffisent à éclairer notre lanterne pour ce qui a trait à l'accueil que les juifs ont reçu à l'école catholique montréalaise. La question juive avait été jugée, à l'époque, comme portant beaucoup trop à conséquence pour être laissée entre les mains des seules administrations scolaires. Seule une étude exhaustive du contexte social québécois pourrait nous faire avancer dans ce sens, qui inclurait les perceptions développées par les juifs eux-mêmes face à un réseau scolaire biconfessionnel et les tentatives réussies de leur part pour fonder des maisons d'enseignement privées. Pour y arriver, il faudra aussi cesser de défendre des points de vue institutionnels exclusifs qui obstruent un horizon très vaste déjà difficile à embrasser du regard.



Graham Fraser

## Les canaris du réseau de la santé

Traditionnellement, avant l'introduction des détecteurs de gaz, les mineurs se fiaient aux canaris qu'ils emportaient avec eux sous terre pour juger de la qualité de l'air. Quand un canari s'effondrait dans sa cage, cela signifiait que la cote d'alerte était atteinte. Il fallait alors sortir des puits des mines.

Dans un système de santé, les infirmières sont essentielles au fonctionnement d'un centre hospitalier, pour ce qui est des soins et de l'observation, en tant qu'intermédiaires et administratrices. Mais ces infirmières assument aussi le rôle des canaris dans les mines du système de santé.

Ces temps-ci, dans tout le pays, les canaris n'en peuvent plus. À Terre-Neuve, on a légiféré pour forcer leur retour au travail. Au Québec et en Ontario, on travaille sans contrat, et au Manitoba, c'est de justice qu'une grève a été évitée.

Le fer de lance de ce mouvement se situe en Saskatchewan. Dans cette province de tradition néo-démocrate, les infirmières ont mené une grève illégale, refusant de plier et de mettre fin à leur action syndicale malgré le retour au travail voté par la législature. Il était impressionnant de voir un grand théâtre bondé de femmes qui criaient leur solidarité. Elles ont enfin accepté de retourner au travail après un accord prévoyant une augmentation de 14 % échelonnée sur trois ans et Roy Romanow s'est excusé pour son incapacité à écouter la rage de ces femmes, qui ont subi le fardeau de quatre ans de compressions dans le domaine de la santé.

La Saskatchewan Union of Nurses fait présentement face à des accusations d'outrage au tribunal, et le syndicat doit comparaître devant un juge le 27 mai; il est passible d'une amende de un million de dollars par jour pour cette grève illégale de dix jours. M. Romanow attend de voir si l'impact produit par la grève aura des répercussions sur son intention de déclencher des élections ce printemps.

Mardi à Ottawa, au cours d'une table ronde sur la productivité, une représentante de l'Association canadienne des infirmières a souligné que des milliers d'infirmières ont quitté le Canada pour aller travailler aux États-Unis. En effet, chaque année, les centres hospitaliers américains envoient des représentants au Canada pour offrir de belles carrières aux infirmières canadiennes.

La révolte ouverte et la résignation tranquille sont deux signes de cette saignée qui affecte les systèmes de santé au Canada. En Ontario, le système est tellement affaibli par les compressions, les retraites anticipées et les départs de la profession ou du pays que le gouvernement de Mike Harris a reconnu le besoin d'engager — ou de réembaucher — 10 000 infirmières et infirmiers.

Mardi, le ministre ontarien des Finances, Ernie Eves, a présenté un budget dans lequel il promet une augmentation de 1,6 milliard dans le domaine de la santé (ce qui porterait le budget à 20,2 milliards).

Les chiffres sont énormes mais ils masquent une dure réalité. Le gouvernement Harris a retiré 870 millions de dollars des budgets des hôpitaux en début de mandat en prétendant que l'argent serait économisé grâce à une restructuration. Mais on a d'abord réduit le budget pour restructurer par la suite, avec pour résultat que la moitié des hôpitaux ontariens sont dans une position de déficit et que les services d'urgence ressemblent à un aéroport pendant une tempête de neige, bourrés de personnes acculées à des attentes interminables.

En même temps, bien sûr, Mike Harris a réduit ses revenus avec des réductions de taxes. Il promet de récidiver; le budget de mardi, sorte de manifeste d'une campagne électorale qui se poursuit jusqu'aux élections du 3 juin, accorde une réduction d'impôt de 5 % et promet une éventuelle réduction de 20 % sur quatre ans.

Simultanément, l'opposition réformiste réclame quotidiennement des réductions de taxes, et on aperçoit les signes d'une bataille camouflée entre le ministre de l'Industrie, John Manley, qui accorde des entrevues où il laisse entendre qu'on doit réduire les impôts au niveau américain, et les libéraux, plus progressistes, qui veulent maintenir, entre autres, le système de santé.

On a là le grand débat qui s'amorce, formulé en termes d'un débat sur «la productivité». À la table ronde sur la productivité, chaque intervenant savait formuler sa liste d'épicerie: les maires veulent de l'investissement dans l'infrastructure, la chambre de commerce affirme qu'une «des priorités de politique fondamentale du gouvernement devrait être d'alléger le lourd fardeau fiscal par rapport à nos principaux concurrents».

Mais prétendre que la priorité doit aller aux réductions de taxes veut dire ignorer l'affaiblissement dont a souffert le système de santé depuis quatre ans. Et l'effort soudain déployé par les provinces les plus conservatrices pour pomper de l'argent dans le système est la preuve que ça ne va plus dans les hôpitaux.

Don Getty, l'ancien premier ministre d'Alberta, a déclaré récemment, avec sa franchise habituelle, que son successeur, Ralph Klein, avait fait des erreurs magistrales en éducation et en santé.

«Ils ont bouillé le système, et maintenant, ils y versent de l'argent pour essayer de le réparer, a-t-il dit. Eh! bien, il est bouillé. Démolir. Je ne sais pas ce qui va le faire revivre, mais je sais qu'ils essaient bien fort.»

En effet, les canaris s'envolent ailleurs.

gfraser@globeandmail.ca

## La saga des œufs

## Merci, Daniel Pinard! Mais...

Évidemment qu'il faut bien mourir de quelque chose, mais il y a une grosse différence entre avoir un infarctus à 40 ans et en subir un à 80 ans

ANDRÉ LAPIERRE

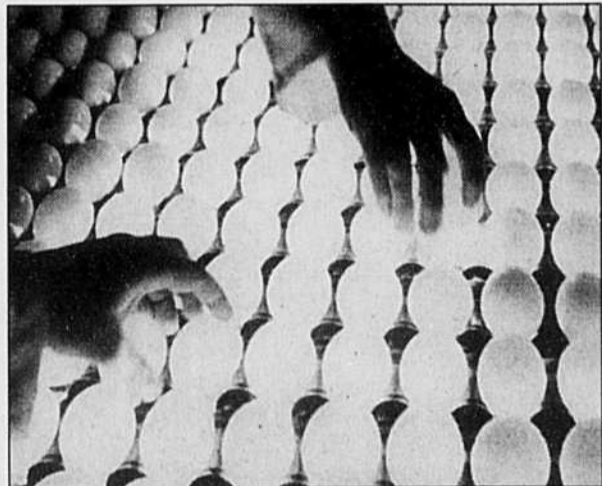
Médecin et cardiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont

Merci à Daniel Pinard d'avoir soulevé ce débat sur l'alimentation. De façon un peu cavalière mais, au moins, la charge réussira peut-être à intéresser plus de gens au domaine vaste et complexe de l'alimentation.

Ce qui m'étonne cependant, c'est lorsqu'on affirme qu'il faut bien mourir de quelque chose et que cette campagne contre les maladies cardiovasculaires (MCV) serait un peu superflue puisqu'elles seraient à la baisse. C'est vrai pour le taux de mortalité, grâce à l'amélioration des habitudes (surtout dans le cas du tabac) et des soins. On peut en effet faire un infarctus à 40 ans et mourir d'une pneumonie à 80 ans. Mais le nombre de ceux qui présentent un premier infarctus et de l'angine est à la hausse. Et le Québécois en meurt encore dix fois plus souvent que le paysan chinois. 50 % des patients hospitalisés en cardio ont moins de 70 ans. Au Québec, 33 % des hommes et 20 % des femmes meurent avant 65 ans, surtout de MCV. Il y a une grosse différence entre avoir un infarctus à 40 ans ou en subir un à 80 ans en matière de répercussions émotionnelles, socioéconomiques et politiques. 70 % des victimes d'un infarctus vont y survivre plus d'un an et devront subir pontage, dilatation, médication et réhospitalisation pour une foule de complications cardiovasculaires jusqu'à la fin de leurs jours.

Ce qui me surprend encore plus, c'est qu'on dise que le cholestérol est un mythe. Pourtant, depuis 1994, cinq grandes études ont clairement montré que les médicaments hypocholestérolémiants réduisent le risque d'accident cardiovasculaire de 24 à 55 % et la mortalité totale jusqu'à 30 %. Et si on les combine avec une diète végétarienne faible en mauvais gras, on peut complètement éliminer ce risque et la mortalité durant les 11 premières années d'une étude présentement en cours.

Cela dit, je suis tout à fait d'accord sur le fond de l'intervention, à savoir qu'il faut remplacer les mauvais gras saturés et transaturés par les bons gras monosaturés et polyinsaturés (linoléique et alpha-linoléique dans un rapport de trois à six pour un) en quantité modérée et remplacer



ARCHIVES LE DEVOIR

Si l'œuf cause des problèmes à tant de gens, ce n'est pas seulement à cause de son contenu en cholestérol mais aussi à cause de sa richesse excessive en méthionine.

les sucres à indice glycémique élevé par ceux à faible indice. Ce qui, avec un peu d'exercice, serait suffisant pour normaliser le tour de taille de quelque 50 % de la population (jusqu'à 70 % chez les plus de 50 ans) qui présentent une obésité abdominale et pour prévenir 90 % des cas de diabète, 52 % des cas de cholérolithiase, 37 % des maladies coronariennes, 32 % des cancers, 20 % des cas d'hypertension et 23 % de la mortalité totale qui en découle. Lorsque l'hypercholestérolémie est due au surpoids, la perte de poids est de loin plus efficace pour normaliser ce ratio que la diminution du cholestérol alimentaire.

Mais tout autant qu'il y a de bons et de mauvais gras et glucides, il y a aussi de mauvaises sources de protéines. Pour différentes raisons. Ce qui nous ramène à l'œuf, point de départ de toute cette polémique. Si l'œuf et les autres sources de protéines animales causent des problèmes à tant de gens, ce n'est pas seulement en raison de leur contenu en cholestérol, gras saturés, gras transaturés et oxydants et de leur pauvreté en fibres et anti-oxy-

dants, mais aussi, possiblement (ça reste à prouver), à cause de leur richesse excessive en méthionine, un des neuf acides aminés essentiels qu'il faut aller chercher dans l'alimentation. Ainsi, le blanc d'œuf en contient deux fois plus que le tofu. Si bien qu'en Amérique, nous en consommons deux fois la quantité nécessaire. Métabolisée en homocystéine, elle peut être retransformée en méthionine grâce à une enzyme, la MTHFR. Or, au Québec, environ 50 % de la population d'origine française présente une anomalie de cet enzyme, contribuant à une accumulation de l'homocystéine qui est nocive pour nos artères. Voilà qui expliquerait pourquoi les aliments riches en cholestérol et en gras saturés sont fortement associés à la maladie athéroscléreuse, indépendamment de l'effet de leur contenu en cholestérol sur la cholestérolémie des individus.

Ça, c'est pour l'effet des protéines animales sur la santé individuelle. Mais qu'en est-il de l'effet environnemental? La production de viande et de volaille expliquerait 25 % des gaz à effet de serre qui, à la suite du réchauffement climatique, commencent à affecter dangereusement la production alimentaire mondiale: cette année, 38 pays auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence et 15 autres sont confrontés à des prévisions de récoltes décevantes. Elle requiert beaucoup plus d'eau que la production des végétaux. La rarefaction de l'eau est la plus grande menace pour la santé, l'environnement, l'alimentation et la paix. En 2025, 1,8 milliard de personnes manqueront d'eau. Il faudrait 60 % d'eau supplémentaire juste pour l'alimentation. Et c'est dans ces conditions qu'il faudra doubler la production alimentaire d'ici 2030, alors que ça nous a pris 10 000 ans pour atteindre le niveau de production actuel! Or un acre de céréales utilisé pour nourrir un bœuf produit assez de viande pour nourrir un adulte pendant 77 jours. Un acre de soja le fait pendant 2224 jours...

Nous avons présentement le luxe de pouvoir nous demander par quoi il faut remplacer les mauvais gras et les mauvais sucres. Si nous ne diminuons pas assez notre consommation de viande et de volaille, la prochaine question sera, et beaucoup plus tôt qu'on le réalise, celle que se posent déjà nombre d'itinérants: allons-nous manger aujourd'hui? Et les riches comme les pauvres, parce que l'argent, ça ne se mange pas.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Louis Lapière (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Franceur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Odile Tremblay (horizons), Michel Garneau (cartooniste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (redactions), Jacques Genier et Jacques Nadeau (photographes) ; à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Mungier, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte ; à l'information internationale : Jocelyne Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque ; à l'information politique : Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (communis). La documentation : Gilles Paré (directeur) ; Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaina Côté, Marlène Côté, Louane Lavoie, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruellan, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires), Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon ; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briën (responsable), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction) ; Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## ENSEIGNANTS

SUITE DE LA PAGE 1

sont heurtés à des piquets de grève mais ont pu rester sur place. Les enseignants, membres de l'Alliance des professeurs de Montréal, voulaient ainsi protester contre la décision de la CSDM de transformer la journée de débrayage illégal du 18 novembre dernier en journée de classe perdue en leur retranchant une de leurs 18 journées pédagogiques.

L'Alliance des professeurs de Montréal a déjà déposé un grief contestant cette décision de la CSDM mais le groupe de cette polyvalente a voulu démontrer à sa façon que les choses ne bougeaient pas assez rapidement à son goût.

L'initiative des enseignants de la polyvalente Louis-Joseph-Papineau, portée à l'attention du *Devoir* et confirmée par le directeur régional, n'a encore donné lieu à aucune réplique patronale.

«Nous analysons la situation afin de voir quelles seraient les mesures à prendre», a confirmé le directeur régional responsable de cette école, Gilles Goulet. Comme ce dernier, le directeur de la polyvalente, Pierre Paquette, attend toujours les directives de la Commission scolaire de Montréal.

## De Courcy fera enquête

Informée dès lundi matin de la situation prévalant à l'école Louis-Joseph-Papineau, la présidente de la CSDM, Diane De Courcy, a préféré attendre et faire enquête sur la provenance de la lettre afin de voir s'il s'agissait d'un cas isolé ou non.

«J'ai demandé au directeur général de faire le tour pour savoir si d'autres mouvements ont pris forme. Nous aurons une position institutionnelle vendredi ou lundi», a précisé Mme De Courcy hier.

Mme De Courcy ne présume de rien mais ajoute que des mesures seront prises si jamais la convention collective a été violée. Il y a des avertissements, des mesures disciplinaires ou des coupes de salaire qui peuvent s'imposer, a-t-elle dit.

D'autres administrateurs font valoir de leur côté que les enseignants violent non seulement la convention collective mais la Loi sur l'instruction publique lorsqu'ils incitent les élèves à ne pas se présenter en classe.

L'Alliance des professeurs de Montréal a été informée des projets de son syndicat local vendredi. Interrogé à savoir s'il appuyait la décision d'inviter les enfants à rester à la maison, le vice-président de l'alliance, Pierre St-Germain, a été prudent: «Nous ne pouvons pas dire que nous cautionnons ce geste car nous avons été mandatés en assemblée générale pour intervenir politiquement auprès de la commission ainsi que pour déposer un grief.»

À la CSDM, la décision de piger dans la banque des journées pédagogiques des enseignants pour éviter que les élèves perdent la journée du 18 novembre avait été prise par le conseil des commissaires plus tôt cette année. Les commissaires du Regroupement scolaire confessionnel s'étaient abstenus pendant que les cinq dissidents, qui ont quitté le parti MEMO, au pouvoir, s'y étaient opposés.

Pour sa part, en contestant cette décision, l'Alliance des professeurs de Montréal plaidera devant le commissaire du travail que l'employeur n'a le droit de choisir la date que d'une seule journée pédagogique, utilisée le 30 novembre lorsque les écoles avaient été fermées parce qu'il y avait des élections provinciales. Elle fera aussi valoir que le calendrier scolaire de la CSDM prévoit 182 jours mais que celui d'une majorité de commissions scolaires s'arrête à 180 jours et que certaines iront même en deçà des 180 jours sans en faire tout un plat.

## Air Canada règle à l'amiable

Fredericton (PC) — Air Canada et un couple blessé dans l'accident survenu à Fredericton, il y a deux ans, sont parvenus à une entente à l'amiable. Des documents déposés en cour lundi confirment que Floyd et Heather Kennedy, de Prince George, en Colombie-Britannique, ne réclameront pas d'autre indemnisation relative à cet accident.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Enseignements et administration: (514) 985-3333

Site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
Du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 6658. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## INGÉNIEURS

SUITE DE LA PAGE 1

lié à la performance de l'entreprise et une ponction dans le surplus de la caisse de retraite, par un congé de cotisation, qui devra cependant recevoir l'aval de la Régie des rentes du Québec avant de pouvoir s'appliquer.

Il va sans dire qu'Hydro était particulièrement fière de cette entente, qui survient au jour 1 d'une grève générale. «Voilà la preuve qu'il est possible de s'entendre. Cette entente a été réalisée grâce à une bonne imagination et à de la bonne volonté», s'est empressé d'ajouter Steve Flanagan, porte-parole de la société d'État.

D'entrée de jeu, le président du Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec, Louis Champagne, a rejeté les accusations voulant que ce syndicat indépendant vienne ainsi jouer le jeu de la partie patronale dans son conflit avec les 16 000 techniciens, employés de métier et employés de techniques professionnelles et de bureau regroupés sous le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FIQ). «Nous ne faisons que jouer nos cartes. Nous défendons l'intérêt de nos membres.»

Cette entente de principe, qui sera soumise aux membres au cours des prochaines semaines, ajoute un an à la convention collective, qui se prolonge jusqu'en 2003. Elle comprend des augmentations salariales de 1,2 et 2 % pour les trois premières années, accompagnées d'un régime d'intéressement lié à la performance financière de l'entreprise et déboursé sous la forme d'un montant forfaitaire annuel. Un régime d'intéressement qui ira en grandissant après l'an trois. L'exécutif syndical représentant les ingénieurs a également retenu un congé de cotisation à la caisse de retraite, pigeant alors à même le surplus de ce régime dont l'actif est évalué à huit milliards et dont l'excédent avoisine le milliard. Le taux de cotisation des employés oscille présentement autour de 5 %.

Ce dernier point devra cependant être soumis à l'aval de la Régie des rentes du Québec. Le régime de retraite d'Hydro-Québec étant à caractère universel, il ne prévoit pas de traitement différent en matière de cotisation, tous les employés cotisant étant traités sur le même pied. «Une demande sera déposée pour que le régime soit désuniversalisé, pour que nous soyons considérés comme une cellule séparée. Comme c'est le cas actuellement pour la très grande majorité des régimes privés de pension», a renchéri Louis Champagne.

Le président du syndicat des ingénieurs insiste: «Nous ne voulons pas nous imposer dans le différend opposant Hydro et le SCFP. Tout le monde devait négocier cette année de nouvelles clauses salariales et nous avons négocié de manière intensive avec Hydro. Nous avons obtenu un réaménagement de nos salaires qui nous convient.» Au SCFP, on ne le voit pas de la même manière. «Ce n'est qu'une entente de principe. Il n'est pas dit qu'elle va passer comme une lettre à la poste lors de l'assemblée générale des membres de ce syndicat», a commenté Louis Cauchy, porte-parole du SCFP. Hydro essaie d'en faire un «pattern», de créer un «momentum» avec cela. On n'embarque pas là-dedans.

Les 16 000 employés membres du SCFP ont déposé des demandes prévoyant des augmentations salariales de 7 et de 6 % sur deux ans. La partie patronale offre plutôt 1 et 2 %, répondant au mandat confié par son actionnaire et s'inspirant des paramètres retenus par le gouvernement

dans la négociation qu'il mène avec les employés du secteur public. Intransigeant sur la question salariale, Hydro est cependant prêt à regarder d'autres avenues de rémunération. «Nous avons dit, dès le départ, que nous étions prêts à regarder d'autres avenues. C'est ce que nous avons fait avec les ingénieurs», a renchéri Steve Flanagan.

Pendant ce temps, le jour 1 de la grève générale s'est déroulé sans incident. Quelques centaines d'employés en arrêt de travail ont manifesté devant le siège social d'Hydro alors que les activités visées par cet arrêt de travail, confinées à la facturation et aux exportations hors Québec, ne permettent pas d'anticiper un impact immédiat.

Il reste que la nervosité était palpable hier, disait-on, au bureau du premier ministre, alors que les médias de l'est des États-Unis, qui abrite les marchés ciblés par les moyens de pression, s'activaient abondamment. «Il n'y a aucune inquiétude à avoir côté américain. On respecte nos engagements», a assuré Steve Flanagan.

## Suivi attentif des États-Unis

Cette grève des 16 000 employés d'Hydro-Québec a cependant attiré immédiatement l'attention des clients du Nord-Est américain, de plus en plus inquiets de la situation de l'approvisionnement électrique. Du nombre, quelque 2000 employés ne se sont pas présentés au travail, le reste ayant dû se pointer à l'ouvrage en raison d'une loi provinciale sur le maintien des services essentiels. Ils sont surtout des techniciens chargés de l'entretien et des réparations des lignes de transmission par où transitent les exportations d'électricité vers les États-Unis. Les employés à la facturation et les releveurs de compteurs sont aussi en grève.

Ce conflit est donc suivi attentivement par les marchés du nord-est des États-Unis, qui partagent le même réseau électrique que le Québec et dépendent des exportations de la société d'État québécoise pour répondre à la demande de pointe créée par l'utilisation estivale de systèmes d'air climatisés. En dépit du printemps doux et de la faible demande, Hydro-Québec devait fournir quelque 1380 mégawatts (MW) à la Nouvelle-Angleterre hier, soit 9,3 % de sa demande de pointe de 14 825 MW prévue en après-midi.

Hydro-Québec dispose d'une capacité maximale d'exportation vers les États-Unis de 5350 MW.

La situation est d'autant plus précaire cette année en raison de la fermeture temporaire de plusieurs des grandes centrales nucléaires de la Nouvelle-Angleterre afin de procéder à leur ravitaillement et à d'importantes mises à niveau des dispositifs de sécurité. Sept centrales nucléaires d'Hydro Ontario, d'une capacité totale de 4643 MW, sont également fermées pour des mises à niveau et ne devraient pas redémarrer cette année.

Ces fermetures fragilisent l'approvisionnement électrique dans le nord-est de l'Amérique du Nord. Si jamais les exportations d'Hydro-Québec étaient perturbées, de grandes villes comme New York, Boston et Toronto pourraient souffrir d'une pénurie.

Selon Steve Flanagan, les exportations d'Hydro-Québec vers les États-Unis, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario ont atteint 814 millions l'an dernier. Le syndicat estime que les exportations vers les États-Unis représentent environ 600 millions de ce total.

Avec Reuters

## Les Écossais votent aujourd'hui

Les sondages annoncent un gouvernement travailliste minoritaire

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DE DEVOIR EN ÉCOSSE

Édimbourg — Alors que quatre millions d'Écossais élisent aujourd'hui leur premier Parlement, les travaillistes de Donald Dewar semblaient toujours avoir la faveur des électeurs. Avec 42 % des voix, selon les derniers sondages, les travaillistes pourraient faire élire 58 députés (sur 129) et former un gouvernement minoritaire. On prédit donc une alliance entre travaillistes et libéraux-démocrates (crédités de 12 élus et 10 % du vote).

Le leader travailliste, qui est aussi le secrétaire d'État responsable de l'Écosse à Westminster, a annoncé qu'il ne s'opposerait pas à un vote majoritaire de la Chambre pour abolir les frais de scolarité à l'université. Cette concession à l'égard d'une revendication reprise par tous les partis, sauf les travaillistes, serait la condition d'une alliance avec les libéraux.

Les indépendantistes du SNP tirent toujours de l'arrière avec 30 % des voix, ce qui leur permettrait tout de même de dépasser la barrière psychologique de 40 députés et de constituer l'opposition officielle. Leur leader, Alex Salmond, a réitéré son opposition à l'intervention alliée au Kosovo, qui a constitué l'un des événements marquants de cette campagne. Il mise en particulier sur le second bulletin que les électeurs déposeront aujourd'hui dans l'urne.

Les Écossais voteront en effet deux fois pour élire leurs députés à Holyrood. Le premier bulletin élira les représentants des circonscriptions. Le second vote, au scrutin de liste, permettra de corriger le premier en tenant compte du vote proportionnel. De nombreux électeurs pourraient ainsi voter pour deux partis différents afin de favoriser une coalition ou priver le gagnant d'une majorité absolue.

Dans l'éventualité d'un référendum sur l'indépendance, 50 % des personnes interrogées disent qu'elles voteraient non et 38 % oui. Les indépendantistes ont cependant de



qui se consoler: le devin Colin Grant d'Édimbourg a prédit que l'Écosse serait indépendante d'ici cinq ans.

## ROYAUME-UNI Une rancœur permanente

SUITE DE LA PAGE 1

eux, le Parlement écossais a introduit un grain de sable dans les rouages politiques dont le Royaume-Uni pourrait ne jamais se relever. À Londres comme à Édimbourg, on n'hésite pas à citer le Canada comme exemple de cette guerre à finir dont l'élection d'aujourd'hui pourrait être le présage.

Il faut dire que la gigantesque réforme constitutionnelle engagée par Tony Blair n'est pas sans contradictions.

Contrairement aux Écossais, aux Gallois et aux Irlandais du Nord, les Anglais sont maintenant les seuls à ne pas avoir de Parlement à eux. Les critiques se multiplient déjà au sud contre les influents ministres du Nord qui viennent décider à Westminster des budgets des écoles de Liverpool aussi bien que de l'organisation des hôpitaux de Southampton. Alors que les Anglais ne semblent pas partants pour un Parlement, Bernard Crick croit qu'on pourrait remédier à la situation en créant au sud des gouvernements régionaux à l'image de ceux qui existent dans de nombreux pays européens.

Les Anglais ne comprennent pas trop ce que pourrait être l'«identité anglaise», dit-il. Faut-il accepter le fameux

«test du cricket» qui dit qu'est anglais tout partisan de l'équipe anglaise de cricket? Un sondage commandé par la BBC révélait hier que cette identité («englishness») était de moins en moins associée à des idéaux de liberté et de créativité. Les plus jeunes votent d'abord les Anglais comme les champions de la défiance et de la tradition. La plupart des jeunes interrogés parlent d'un «vacuum identitaire».

L'autre grand sujet de discorde qui ne tardera pas à éclater concerne les compétences restreintes de la nouvelle assemblée écossaise. Elles ont été dessinées sur mesure afin de provoquer «une rancœur permanente», décrivait la semaine dernière, dans le *New Statesman*, George Rosie, du *Sunday Herald*.

Les députés indépendantistes ne sont pas encore élus qu'ils réclament déjà plus de pouvoirs. Leur chef, Alex Salmond, accusait cette semaine la campagne travailliste d'être dirigée de la tour Millbanks, siège national du parti à Londres.

Il faut savoir que le Parlement écossais n'a que des compétences partagées et un pouvoir de taxation réduit à sa plus simple expression. Toute réduction de budget votée à Westminster aura un effet immédiat sur les

## OTTAWA

SUITE DE LA PAGE 1

Dans une lettre du 28 avril, le gouvernement fédéral a informé le Québec qu'il «n'est pas dans la pratique diplomatique pour les premiers ministres des provinces de rencontrer le chef d'État du Mexique. De plus, on nous a fait savoir officiellement que le président du Mexique serait en déplacement hors de la capitale, lors de la visite du premier ministre Bouchard». Dans une lettre officielle du 18 mars 1998, le président mexicain avait pourtant émis le souhait de rencontrer M. Bouchard.

«Laissons donc M. Zedillo décider de son agenda, et qu'on transmette la demande. Ils ne l'ont pas fait», a répliqué le premier ministre québécois à son homologue fédéral, qui estime que le premier ministre québécois devrait limiter ses déplacements.

«Que ce soit une question à toutes les semaines ou à tous les mois, qu'on soit obligé de lui organiser des entrevues avec des présidents de pays étrangers, je pense que ce n'est pas notre rôle», a lancé M. Chrétien lors d'un point de presse.

Les demandes du Québec pour des rencontres avec des élus étrangers passent toujours par la filière diplomatique canadienne. M. Bouchard a indiqué que le premier ministre René Lévesque avait rencontré il y a plusieurs années le président italien en Italie.

Pour sa part, la ministre Beaudoin a souligné que les premiers ministres provinciaux avaient rencontré M. Zedillo en 1996, lors d'une visite au Canada, et l'an dernier, lors de la mission de Team Canada au Mexique, voyage auquel le premier ministre Bouchard n'avait pas pu prendre part en raison de la crise du verglas qui sévissait au Québec. En outre, le gouverneur du New Jersey a eu un entretien privé avec le président Zedillo en septembre dernier.

«Nous avons donc retiré notre demande de rencontre, a précisé Mme Beaudoin lors d'un point de presse, pour faire en sorte que la visite ne soit pas occultée par cette question, [qu'elle] ne soit pas une source d'embaras pour nos hôtes mexicains et pour les 100 chefs d'entreprise québécois qui accompagnent M. Bouchard.»

Québec avait demandé à Ottawa une rencontre avec le président Zedillo le 31 mars dernier et le gouvernement fédéral a répondu par la négative le 28 avril. La Délégation générale du Québec à Mexico avait spécifiquement demandé à l'ambassade canadienne des rencontres avec quatre élus mexicains, dont le président Zedillo. Dans sa demande officielle aux autorités mexicaines, l'ambassade a toutefois volontairement omis le rendez-vous demandé avec le président.

M. Bouchard sera donc le seul premier ministre provincial à ne pas avoir rencontré le président Zedillo durant son mandat à la présidence. Le Québec est la seule province canadienne présente dans la capitale mexicaine depuis 20 ans et la seule à se présenter au Mexique avec une délégation économique de cette ampleur. «Je ne peux que protester officiellement», a écrit Mme Beaudoin au ministre fédéral des Affaires extérieures, Lloyd Axworthy, hier, contre vos décisions à courte vue, visant à limiter le rayonnement économique du Québec. [...] Nous ne pouvons tolérer l'idée qu'il y ait à Ottawa des gens qui, à même les fonds publics, travaillent sciemment à fermer les portes au Québec.»

Malgré le fait que les relations commerciales en Amérique latine tirent grand profit d'un appui politique des plus hautes autorités, ce qui échappera en partie au Québec du 16 au 19 mai, la ministre des Relations internationales pense que la mission essentiellement économique d'Équipe Québec sera couronnée de succès. Le gouvernement négocie en ce moment des rendez-vous avec les titulaires des ministères à caractère économique et celui des Affaires étrangères du Mexique.

«On a quand même bon espoir avec tous les efforts qu'on y met», a-t-elle soutenu en ajoutant que l'ambassade canadienne à Mexico collabore sur le terrain, une fois bien reçues les instructions d'Ottawa.

La ministre Beaudoin soutient que la démarche du Québec, dans le cas du Mexique comme dans celui du dossier de la diversité culturelle, demeure essentiellement «provinciale». «C'est au nom d'une saine approche fédérale-provinciale des relations internationales» que son gouvernement est passé par Ottawa pour faire sa demande de rencontre avec le président du Mexique. Mme Beaudoin croit donc que la logique du gouvernement fédéral est la même partout, dans le dossier de l'union sociale comme dans celui des relations internationales, celle d'un gouvernement «central et centralisateur».

## Affaire Latimer: la Cour suprême tranchera aujourd'hui

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La Cour suprême du Canada décide aujourd'hui si elle entendra ou non l'appel de Robert Latimer, relativement à la peine qui lui a été infligée pour le meurtre de sa fille gravement handicapée.

Reconnu coupable à deux reprises de meurtre non prémédité — un second procès avait été ordonné à la suite d'accusations d'irrégularités de la part de la GRC —, M. Latimer a reconnu avoir tué Tracy, qui était âgée de 12 ans et souffrait de paralysie cérébrale, en l'empoisonnant par les gaz d'échappement d'un véhicule en 1993. Mais il avait souligné qu'il avait agi par compassion pour lui épargner davantage de souffrances.

écoles ou les hôpitaux écossais. Les nouveaux élus n'auront aucun pouvoir de décision sur les centrales nucléaires, les ressources naturelles (eau, gaz, électricité, pétrole, charbon), les drogues, la protection des consommateurs, les transports, l'avortement et la télévision. L'acte créant le Parlement écossais stipule même que rien dans celui-ci ne doit limiter le pouvoir de Westminster de «faire des lois pour l'Écosse».

La guérilla constitutionnelle qui s'annonce faisait écrire à Kevin Tools, dans le *Guardian*, que «quelque chose ne va plus dans l'Union». Pour ceux qui pensent comme lui, la création du Parlement ouvre une ère d'affrontements aux conséquences imprévisibles. «Il y a 20 ans, on me prenait pour un excentrique parce que je parlais des quatre nations qui composent le Royaume-Uni. Aujourd'hui, les choses ont bien changé», dit Bernard Crick.

Le débat constitutionnel a même déjà inspiré au romancier Bruce Leeming le récit d'une liaison tumultueuse entre un journaliste écossais indépendantiste et une jeune femme moins portée sur le patriotisme. Le titre du livre en vente dans toutes les librairies résume le défi que pose dès maintenant l'Écosse au Royaume-Uni: *Now you must dance* («Eh! bien, dansez, maintenant!»).